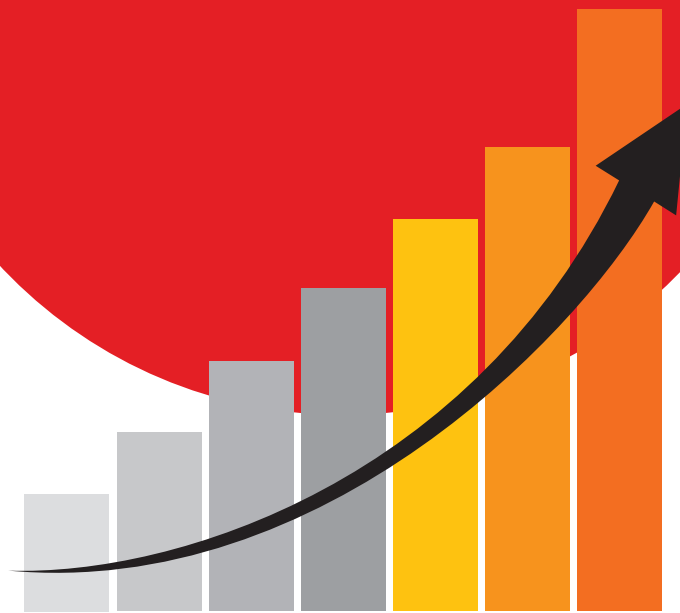


RAPPORT ANNUEL 2015



SOMMAIRE

Entretien avec le Président	5
Chiffres clés	6
L'entreprise, ses activités	7
Les marchés de la carte plastique	10

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

• Rapport de gestion sur les comptes sociaux	12
• Rapport de gestion sur les comptes consolidés	18
• Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	21
• Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	22
• Rapport spécial des Commissaires aux comptes	23

ÉLÉMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS

COMPTES CONSOLIDÉS

• Bilan	24
• Compte de résultat	25
• État du résultat global	25
• Tableau des flux de trésorerie	26
• Tableau de variation des capitaux propres	27
• Annexe aux comptes consolidés	28

COMPTES SOCIAUX

• Bilan	42
• Compte de résultat	44
• Annexe aux comptes sociaux	46
• Informations relatives au bilan	48
• Informations relatives au compte de résultat	51
• Tableau des honoraires des Commissaires aux comptes	55
• Tableau des résultats des cinq derniers exercices	56

ENTRETIEN AVEC EMMANUEL PICOT

PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL



EVOLIS AVAIT ÉTÉ INTRODUIT EN BOURSE EN MARS 2006. QUEL BILAN TIREZ-VOUS DE CES 10 ANNÉES BOURSIÈRES ?

10 ans de croissance, de rentabilité, de performance. En 10 ans, Evolis a traversé toutes les crises et fluctuations monétaires en maintenant le cap sans cesser d'investir, d'innover, d'explorer de nouvelles opportunités ; et cela a plutôt bien réussi au groupe : un cours de bourse multiplié par 3 sur les 10 dernières années, un retour sur investissement de 230%, une croissance moyenne du chiffre d'affaires de 14,9%, une marge opérationnelle moyenne supérieure à 17% et une marge nette moyenne sur 10 ans de 12,2% !

COMMENT S'EST PRÉSENTÉE L'ACTIVITÉ D'EVOLIS SUR L'ANNÉE 2015 ?

Nous avons connu une activité record sur l'exercice 2015, avec un chiffre d'affaires de 76,7 M€, en croissance de 27,2%. Cette vitalité a été portée par l'ensemble des cinq zones d'implantation du groupe, à la fois l'EMEA (+37,5%), l'Inde (+17,6%), la France (+27%) et les zones Amériques et Asie. Le contrat avec le gouvernement de Tanzanie, la migration bancaire aux Etats-Unis, une multitude de contrats dans plus

de 30 pays ont porté l'activité Projets qui a représenté 31% de l'activité du groupe en 2015. L'activité Réseaux a aussi fortement progressé (+17,5%) et cela sur toutes les zones. Notre bénéfice net a progressé de plus de 39% à 10,3 M€.

QUELS ONT ÉTÉ LES FACTEURS DE CE SUCCÈS ?

Une conjonction favorable de facteurs internes et externes a été le moteur de cette réussite : en interne, il s'agit notamment des lancements de produits fin 2014 qui ont été très bien accueillis par notre réseau de distribution, la structuration de notre outil industriel basé à Angers que nous avons mis en place en 2013/2014 grâce auquel nous avons pu répondre à des appels d'offre importants en 2015, une structuration de nos équipes commerciales et un réseau de distribution très dynamique. Les facteurs externes ont été un dollar et une conjoncture économique mondiale favorables. La conjonction de tous ces facteurs conduit à une année très positive pour Evolis.

QUELLES SONT VOS PERSPECTIVES POUR 2016 ?

Nous sommes toujours dans une perspective de croissance pour 2016, liée à une multitude de petits projets, un réseau dynamique et à une conjoncture qui semble favorable. Nous lançons de nouveaux produits : une gamme d'imprimantes pour l'émission des cartes en libre-service, ou encore un lamineur qui permet la plastification des badges sécurisés. 2016 sera marquée par des nouveaux projets bancaires et gouvernementaux, le déploiement de la stratégie de diversification avec notamment la sortie de la solution d'étiquettes de prix à destination du commerce et l'investissement dans l'axe IT Office avec notre imprimante d'entrée de gamme Badgy. Tout cela nous conforte à être optimistes, mais toutefois prudents.

Emmanuel PICOT

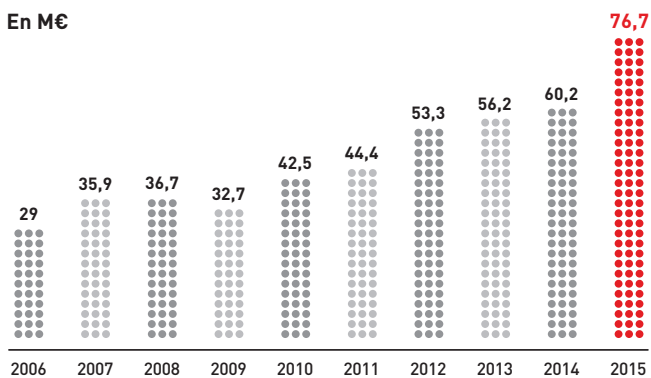
Président Directeur Général

CHIFFRES CLÉS

- Chiffre d'affaires consolidé en croissance de 27,2% à 76,7 M€
- Marge opérationnelle de 19,3% du chiffre d'affaires consolidé
- Marge nette de 13,4%
- Trésorerie de 25 M€

CHIFFRE D'AFFAIRES

Evolis a réalisé un chiffre d'affaires de 76,7 M€ sur l'ensemble de l'exercice 2015, en croissance de 27,2% par rapport à l'exercice précédent.



ACTIVITÉ RECORD ET RENTABILITÉ OPÉRATIONNELLE EXCELLENTE

Grâce à sa gamme de produits diversifiés et adaptés à ses marchés, le groupe a bénéficié d'une évolution positive des parités monétaires sur l'année 2015, à hauteur de 7 M€, faisant ressortir une croissance annuelle à taux de change constant de 15,8% par rapport à 2014.

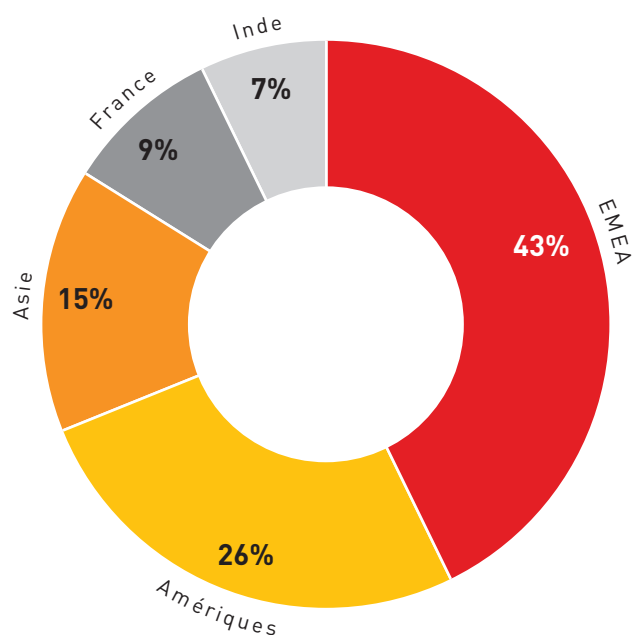
Sur l'ensemble de l'année 2015, les ventes ont été réalisées à 91% à l'international et 9% en France. L'activité Projets affiche une croissance particulièrement forte de 63,1% par rapport à 2014 (+8,8% sur le dernier trimestre 2015 vs. dernier trimestre 2014). Elle a été portée à la fois par le gain en début d'année du contrat à forts volumes avec la République de Tanzanie (4,8 M€), la poursuite de la migration bancaire en Amérique du Nord (+26,5%) et la vitalité de la collaboration sur des projets d'envergure en zone Asie-Pacifique (+65,5%).

Capitalisant sur les investissements précédemment réalisés et l'optimisation des achats en US\$, Evolis a atteint un niveau de marge brute record, à 59,1% du chiffre d'affaires 2015 (vs. 58,1% en 2014). La marge opérationnelle s'inscrit en hausse de 3,2pts en 2015, après intégration de la hausse des charges de personnel liées au renforcement des équipes commerciales et marketing, en phase avec la dynamique commerciale du groupe. Après imposition, le résultat net ressort à 10,3M€, en hausse significative de 39,2% par rapport à 2014.

Le groupe a procédé au remboursement de ses emprunts bancaires à hauteur de 2,6 M€.

La trésorerie nette s'établit à 25 M€ à fin décembre 2015 pour des capitaux propres fortement renforcés à 59 M€ (+9,3 M€ sur un an). La capacité d'autofinancement du groupe s'est élevée à 14 M€.

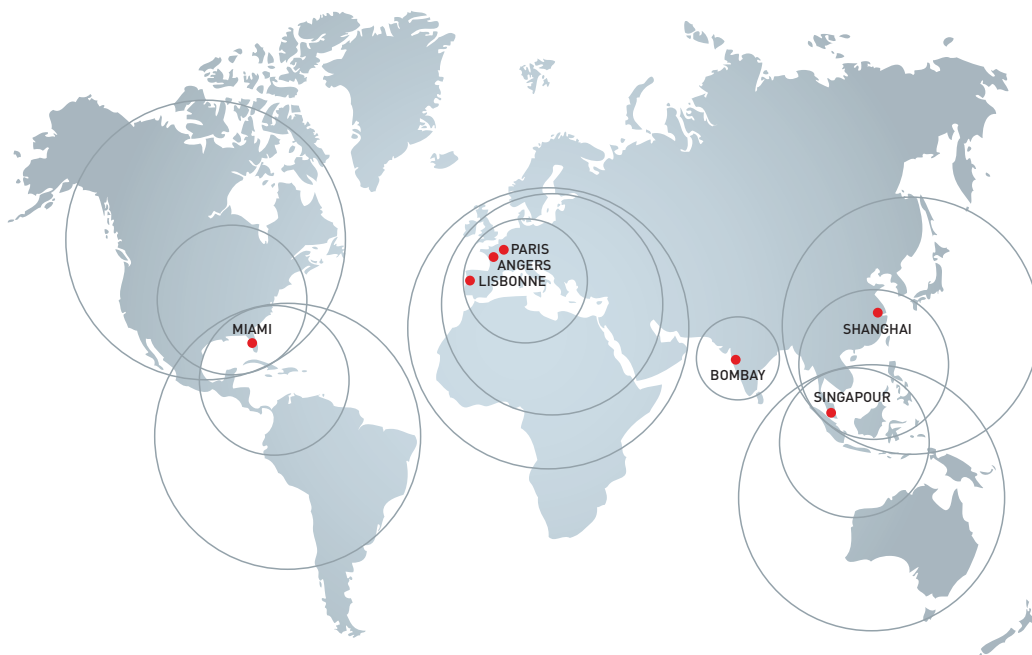
91% DU CA RÉALISÉ À L'INTERNATIONAL



L'ENTREPRISE, SES ACTIVITÉS

LES FAITS ET CHIFFRES

Evolis est le leader mondial des solutions de personnalisation de cartes



2000 • Création d'Evolis et lancement commercial

2005 • Ouverture de la filiale américaine à Miami

2006 • Ouverture de la filiale asiatique à Singapour
• Introduction en bourse sur Alternext, Paris

2009 • Ouverture de l'agence commerciale à Shanghai

2011 • Acquisition de la société Sogedex, spécialisée dans la distribution d'accessoires d'identification

2013 • Ouverture de la filiale indienne Evolis India à Bombay

2014 • Prise de participation de 70% du capital de cardPresso
• Ouverture de la filiale chinoise Evolis China à Shanghai

2015 • +27,4% de croissance
• Un réseau de distribution dans 140 pays
• Base installée de 280 000 imprimantes
• 370 000 imprimantes vendues depuis 2000
• Plus de 300 collaborateurs

L'ENTREPRISE

Evolis, bien plus que des imprimantes à cartes !

Evolis, leader mondial, conçoit, fabrique et commercialise une gamme complète de solutions de personnalisation pour cartes plastiques.

Les systèmes Evolis intègrent toutes les options nécessaires à la personnalisation graphique et électrique (piste magnétique, carte à puce, avec et sans contact – technologie RFID) de tous types de cartes (cartes nationales d'identité, cartes bancaires, badges employé, cartes d'étudiant, etc.). Evolis commercialise également un large éventail de produits et services en vue de l'identification des personnes et des biens : des logiciels applicatifs pour la personnalisation de cartes via sa filiale cardPresso, une gamme complète d'accessoires pour cartes au travers de sa filiale Sogedex Accessories, ainsi que des tablettes de signature et des services.





LES VALEURS

L'écoute constante des marchés, la proximité de nos clients, un sens de l'innovation audacieux, le souci permanent de la qualité de nos produits et services, l'implication et la motivation de chaque collaborateur d'Evolis, sont autant de valeurs qui nous font avancer.

L'AMBITION

Devenir le leader mondial des solutions d'identification pour les personnes et les biens.

L'OBJECTIF

Développer la présence d'Evolis le plus rapidement possible sur les différents marchés liés à la personnalisation de cartes plastiques.

FORT DÉVELOPPEMENT DE L'ACTIVITÉ PROJETS ET STRATÉGIE DE DIVERSIFICATION

L'année 2015 a été marquée par un fort développement de l'activité projets. Les principaux vecteurs de croissance ont été la commande du gouvernement de Tanzanie de 8 400 imprimantes pour l'émission des cartes électorales à l'occasion de l'élection présidentielle et un marché bancaire américain en pleine migration EMV (standard international de sécurité des cartes à puce). Une multitude d'autres projets dans des secteurs gouvernementaux, bancaires, du transport ou de l'éducation dans plus de 30 pays ont également fortement contribué à ce succès.

Parallèlement, le groupe a poursuivi sa stratégie de diversification sur l'ensemble des zones géographiques et développé ainsi de nouveaux relais de croissance. Cette stratégie repose sur des solutions complémentaires aux applications d'Evolis tant sur l'entrée que sur le haut de gamme. Cette gamme étoffée permet au groupe de pénétrer de nouveaux marchés comme celui de la distribution avec sa solution « tout-en-un » pour étiquettes de prix, ainsi que celui de l'informatique et de l'univers du bureau avec son imprimante à cartes Badgy.

LES PRODUITS

Les systèmes d'impression de cartes Evolis répondent à tous les besoins de personnalisation de cartes

La personnalisation de cartes fait appel à des technologies de pointe, tant en matière d'impression que d'encodage de données :

- Impressions monochromes et quadrichromie en qualité photo
- Personnalisation graphique : photos, logos, textes, codes à barres
- Encodage de données : piste magnétique, puce avec et sans contact (RFID). Les options d'encodage sont combinables entre elles.

La gamme Evolis couvre tous les besoins, de la simple impression en faible volume à la personnalisation complète de cartes technologiques et sécurisées.

Encodage de données

- Piste magnétique
- Puce avec contact
- Puce sans contact (RFID)

Impression de fonds en haute résolution
Sublimation couleur ou Retransfert en 600 dpi

Personnalisation graphique :

- Textes
- Photos
- Logos
- Codes-barres (différents types)

Sécurité

- Lamination
- Hologrammes standard ou personnalisés
- Micro textes
- Image UV
- Gravure laser

Le diagramme illustre une carte d'identité nationale de la République d'Evoland. Elle présente un fond à haute résolution, une photo, des données personnelles (nom, date de naissance, lieu de naissance, sexe, taille, date d'expiration) et des codes-barres. Des légendes à gauche décrivent les options d'encodage de données (piste magnétique, puce avec contact, puce sans contact RFID) et de personnalisation graphique (textes, photos, logos, codes-barres). Une légende en bas à gauche détaille les options de sécurité (lamination, hologrammes, micro-textes, image UV, gravure laser).

Evolis consacre chaque année 4% de son chiffre d'affaires à la R&D avec l'objectif d'accroître sans cesse la performance, la fiabilité et la simplicité d'utilisation de ses produits.

Les systèmes d'impression d'Evolis sont ainsi :

- Rapides et performants : plus de 200 cartes/heure en couleur, 1000 cartes/heure en monochrome
- Garants d'une impression en haute résolution : qualité photographique en couleur ou monochrome
- À la pointe des dernières technologies d'encodage : magnétique ISO et JIS2, cartes à puce, cartes à antenne RFID.

Les solutions Evolis offrent le meilleur rapport qualité / fonctionnalités / prix du marché et s'affirment comme les références du secteur.

LES CONSOMMABLES, UNE ACTIVITÉ RÉCURRENTÉ

La qualité des rubans joue un rôle prépondérant dans l'impression des cartes

Evolis propose une gamme complète de consommables conçus spécifiquement pour fonctionner avec ses imprimantes :

- Une activité rentable, récurrente, en croissance ininterrompue depuis 12 ans, tirée par le parc installé
- Plus de 40% des ventes totales d'Evolis en 2015.

LES LOGICIELS, ACCESSOIRES ET SERVICES

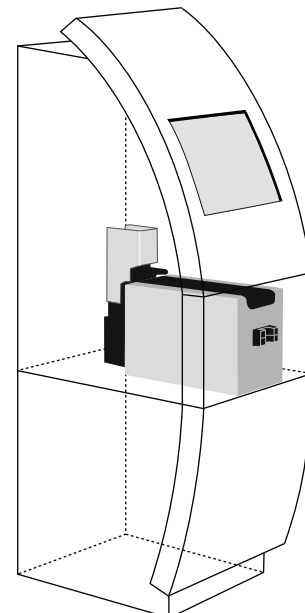
Une offre complémentaire

- Logiciel de personnalisation des cartes
- Accessoires : porte-badges, zips, clips, cordons, etc.
- Tablettes de signatures électroniques
- Services : extensions de garantie, formations

LES INTÉGRATIONS SPÉCIFIQUES

Des solutions sur mesure

L'une des forces d'Evolis est sa capacité à répondre à des cahiers des charges clients spécifiques. Une équipe Projets est ainsi dédiée à l'étude et la réalisation de produits spécifiques. En collaboration avec l'ensemble des partenaires technologiques du marché, elle associe expertise et capacité d'industrialisation pour proposer des solutions adaptées aux projets d'envergure nationale et internationale.



LES MARCHÉS DE LA CARTE PLASTIQUE



ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS

Le badge d'identification permet d'authentifier visuellement le porteur grâce à sa photo et tout autre élément le caractérisant (nom, identifiant, code à barres, signature). Le badge de contrôle d'accès permet de sécuriser et hiérarchiser l'accès à un site grâce à une identification visuelle associée à l'encodage des données du porteur.

Ces badges sont utilisés dans les entreprises, les écoles et universités, les salons et congrès, les administrations, les centres hospitaliers, les aéroports.



TRANSPORTS

Le badge de transport est principalement utilisé pour les clients détenteurs d'un abonnement hebdomadaire, mensuel ou annuel, ainsi que pour une utilisation ponctuelle de type trajet simple. Les informations relatives à l'abonnement retenu et au passager autorisé sont stockées dans une puce ou une piste magnétique.

Le badge de transport est utilisé pour les transports en commun, les parkings ou autoroutes.



LOISIRS

La carte de loisirs permet d'identifier les adhérents via une personnalisation graphique et de gérer l'accès aux installations selon les droits alloués aux participants grâce à l'encodage d'une puce ou d'une piste magnétique ou encore grâce à un code à barres.

Elle est utilisée par les associations, clubs de sport, fédérations sportives, pour les événements culturels ou sportifs, ou encore par les hôtels, bateaux de croisière, casinos, discothèques.

ILS NOUS FONT CONFIANCE

- Universités de Paris, France
- Université Weber State, Utah, USA
- Festival de Cannes, France
- Groupe Nestlé, Suisse
- Salon Cartes, Paris, France
- Direction Générale de l'Aviation Civile, France
- Présidence du Conseil de l'UE
- Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
- RATP (Régie Autonome des Transports Parisiens), France
- RATB (Transports de Bucarest), Roumanie
- TPG (Transports Publics Genevois), Suisse
- STIB (Société des transports intercommunaux), Bruxelles, Belgique
- ACTV, Venise, Italie
- Metro de Madrid S.A., Espagne
- DirectImage Cards Inc., Canada
- Resamania, France
- Stades de Football de Manchester City et d'Arsenal, Royaume-Uni
- Nu Metro Cinemas, Afrique du Sud
- Musée de la BD, Belgique
- Casinos Austria, Autriche
- Casinos Lucien Barrière, France
- Zoo de Singapour
- Costa Croisières, Italie



COMMERCE

Le support carte permet au commerçant de valoriser son image par l'impression de logos et visuels, mais aussi à l'aide d'une puce, d'une piste magnétique ou d'un code à barres, de comptabiliser les achats effectués. Les points de vente s'orientent de plus en plus vers l'édition instantanée et décentralisée de cartes de fidélité, d'étiquettes de prix ou de cartes cadeau.

Elles sont utilisées par les chaînes de magasins, les franchises, les associations de commerçants, la grande distribution.

- Groupe Intermarché, France
- Retif, France
- Colruyt, Belgique
- IKEA, Singapour, France, Espagne, Danemark, Turquie
- Leclerc, France
- Grenier à pain, France
- Scandic Hotels, Norvège
- Apple, Royaume-Uni (centres de formation)
- Makro, Royaume-Uni



GOUVERNEMENTS

Cartes nationales d'identité, cartes de séjour, cartes d'électeur, cartes de santé, permis de conduire : tous ces documents officiels doivent bénéficier d'une haute sécurité pour prévenir les falsifications et résister à l'usure dans le temps. Le support carte plastique est idéal de par son format carte de crédit et les nombreux éléments de sécurité qu'elle peut intégrer.

- Société Ivoirienne de Contrôles Techniques Automobiles, Côte d'Ivoire
- Carte européenne d'assurance maladie, gouvernement de Pologne
- Carte nationale d'étudiant, gouvernement d'Equateur
- Cartes nationales de santé, ministère de la santé, Inde
- Permis de conduire, gouvernement du Bangladesh
- Carte nationale d'identité, gouvernement du Cambodge
- Carte électorale, gouvernement de Tanzanie
- Carte nationale d'identité, gouvernement du Japon



FINANCE

Les banques s'orientent vers des solutions de personnalisation des cartes de paiement en mode instantané, au guichet. Cette solution décentralisée est particulièrement adaptée pour l'émission de cartes de remplacement (perte, vol, destruction) ou l'ouverture de nouveaux comptes.

- National Agricultural Cooperation Federation, Woori Bank, Pusan Bank, Jeju Bank, Hana Bank, Kookmin Bank, Corée
- Kuveyt Türk, Turquie
- NCB (National Commercial Bank), Arabie Saoudite
- Piraeus Bank, Grèce
- Banco Santander, Espagne (programme universitaire)
- Sygma Bank, Pologne
- First Bank of Nigeria

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte Ordinaire Annuelle et Extraordinaire pour vous rendre compte de l'activité de notre société durant l'exercice clos le 31 décembre 2015, et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Vos Commissaires aux comptes vous donneront dans leur rapport, toutes les informations relatives à la régularité des comptes annuels qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Au présent rapport est annexé, conformément à l'article R. 225-102 du Code de commerce, un tableau faisant apparaître les résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices ainsi qu'un tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration aux fins d'augmentation du capital social immédiatement ou à terme.

Les différentes informations telles que prévues par la réglementation sont reprises successivement ci-après.

1 SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Activité de la société

Au titre de l'exercice social clos le 31 décembre 2015, le chiffre d'affaires est en progression par rapport à l'exercice précédent et s'établit à 62.709.755 €, contre 50.343.193 € pour 2014.

Le résultat financier s'établit à 824.331 € contre 1.379.594 € en 2014.

L'exercice social se solde par un bénéfice de 9.074.475 €, contre 6.468.263 € au titre de l'exercice précédent.

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

L'activité réseaux, toujours bien orientée, conjuguée à une activité « projets » en très forte croissance ont permis de réaliser une croissance de 24,5%.

Capitalisant sur une gamme de produits adaptée à ses marchés, la société a également bénéficié d'une évolution positive des parités monétaires sur l'exercice 2015.

Évolutions prévisibles et perspectives d'avenir

Après une croissance 2015 dopée par l'activité projets, la société prévoit une croissance plus modérée basée sur une activité « channel » robuste et un potentiel « projets » toujours dynamique.

Événements importants survenus entre la date de clôture du dernier exercice écoulé et la date d'établissement du présent rapport

Aux termes de ses délibérations en date du 4 mars 2016, le Conseil d'Administration a autorisé l'acquisition d'un fonds de commerce de vente et de distribution de produits et services informatiques et la création d'une nouvelle filiale française détenue à 100% destinée à accueillir cette activité.

Activités en matière de recherche et développement

La société a engagé au cours de l'exercice 2015 une somme de 1.084 K€ au titre de ses activités en matière de recherche et de développement portant sur la mise au point de nouveaux systèmes ou modules d'impression.

Délais de paiement des fournisseurs et clients

Conformément à l'article L.441-6-1 alinéa 1^{er} du Code de commerce, nous vous indiquons que les délais de paiement moyens constatés au titre des deux derniers exercices sont les suivants :

La décomposition du solde des dettes à l'égard des fournisseurs est la suivante :

En K€	2015	2014
< 30 jours	2 241	2 392
< 60 jours	1 783	1 499
> 60 jours	-	470
Total	4 024	4 361

La décomposition du solde des créances à l'égard des clients est la suivante :

En K€	2015
< 30 jours	7 864
< 60 jours	275
> 60 jours	118
Total	8 257

Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de l'ensemble des sociétés

L'ensemble de ces éléments est repris dans le rapport de gestion sur les comptes consolidés.

Description des principaux risques et incertitudes auxquels les sociétés comprises dans la consolidation sont confrontées

L'ensemble de ces éléments est repris dans le rapport de gestion sur les comptes consolidés.

Indications sur l'utilisation des instruments financiers par la société

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés dans le rapport relatif aux comptes consolidés.

2 PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS

Établissement des comptes annuels et changement de méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement des comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Toutes précisions et justifications figurent à l'annexe des comptes annuels.

Résultats économiques et financiers

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015, la société Evolis a réalisé un chiffre d'affaires de 62.709.755 € contre un chiffre d'affaires de 50.343.193 € au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014, soit une augmentation de plus de 24%.

Le montant des produits d'exploitation s'élevant à 61.898.872 €, et les charges d'exploitation à 49.037.823 €, le résultat d'exploitation ressort bénéficiaire à hauteur de 12.861.049 €.

Les produits financiers s'élevant à 3.609.437 €, et les charges financières à 2.785.107 €, le résultat financier ressort bénéficiaire à hauteur de 824.331 €.

Le résultat courant avant impôt de l'exercice fait ressortir un bénéfice de 13.685.379 €.

Le montant des produits exceptionnels s'élève quant à lui à 256.081 € et les charges exceptionnelles à 398.589 €. Le résultat exceptionnel ressort quant à lui déficitaire à hauteur de (142.508) €.

Le montant de l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice s'élève à 3.795.795 €, et la participation des salariés à 672.601 €.

Compte-tenu de ces éléments, le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2015 se solde par un bénéfice de 9.074.475 € (contre un bénéfice de 6.468.263 € au titre de l'exercice précédent).

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous indiquons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 113.311 € au titre de dépenses non déductibles fiscalement, pouvant représenter un impôt de 37.766 €.

Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice, soit la somme de 9.074.475 €, de la manière suivante :

- à titre de dividendes, la somme de 6.713.356 €, soit un dividende de 1,30 € par action. Ce dividende pourrait être mis en paiement au plus tard le 31 mai 2016 ;
- au poste « Autres réserves » le solde, soit la somme de 2.361.119 €.

Nous vous précisons que, conformément aux dispositions des articles 243 bis et 158 du Code général des impôts, les revenus de capitaux mobiliers distribués aux associés personnes physiques domiciliées en France par les sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés sont réduits, pour le calcul de l'impôt sur le revenu, d'un abattement égal à 40% de leur montant brut perçu.

Par ailleurs et conformément aux dispositions de l'article 117 quater du Code général des impôts, les dividendes distribués aux associés personnes physiques domiciliées en France font l'objet d'un prélèvement à la source obligatoire et non libératoire au taux de 21 %, sauf demande d'exonération conforme aux dispositions de l'article 242 quater du Code général des impôts et formulée auprès de la société avant le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement par les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50.000 € (contribuable célibataire, divorcé ou veuf) ou à 75.000 € (contribuable soumis à imposition commune).

Ce prélèvement de 21% s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il a été opéré. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué.

Nous vous rappelons également que les associés personnes physiques domiciliées en France sont soumis au paiement à la source des prélèvements sociaux sur les dividendes, conformément aux dispositions de l'article L. 136-7 du Code de la sécurité sociale.

Rappel des dividendes distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons les distributions de dividendes au titre des trois précédents exercices :

Exercice social clos le	Montant total des dividendes distribués en euros	Montant du dividende par action en euros	Montant des revenus distribués éligibles et non éligibles à l'abattement
31/12/2014	3.666.525,00	0,71	Éligibles en totalité pour les personnes physiques
31/12/2013	1.445.953,60	0,28	Éligibles en totalité pour les personnes physiques
31/12/2012	1.549.236,00	0,30	Éligibles en totalité pour les personnes physiques

3 PRISES DE PARTICIPATION – CAPITAL SOCIAL

Prise de participation au cours de l'exercice écoulé

Au cours de l'exercice, notre société n'a acquis aucune participation nouvelle au sein d'une société ayant son siège en France.

Activité dans les filiales et les sociétés contrôlées

EVOLIS INC.

- Niveau de participation détenu : 100% du capital
- Activité principale : commercialisation d'imprimantes pour cartes plastiques

Au titre de son dernier exercice clos,	2015	2014
le chiffre d'affaires de cette société s'élève à	19.799.950 €	16.330.571 €
son résultat courant avant impôt est de	1.725.834 €	856.325 €
son résultat net comptable est de	1.114.126 €	529.711 €
le montant des capitaux propres s'élève à	5.039.596 €	3.798.602 €
Effectif moyen	16	16

EVOLIS ASIA PTE LTD

- Niveau de participation détenu : 100% du capital
- Activité principale : commercialisation d'imprimantes pour cartes plastiques

Au titre de son dernier exercice clos,	2015	2014
le chiffre d'affaires de cette société s'élève à	11.432.785 €	9.365.187 €
son résultat courant avant impôt est de	34.824 €	12.584 €
son résultat net comptable est de	34.032 €	7.295 €
le montant des capitaux propres s'élève à	352.791 €	374.183 €
Effectif moyen	10	13

SOGEDEX ACCESSORIES

- Niveau de participation détenu : 100% du capital et des droits de vote
- Activité principale : création, commercialisation et distribution d'accessoires et de fournitures d'identification

Au titre de son dernier exercice clos,	2015	2014
le chiffre d'affaires de cette société s'élève à	3.586.048 €	3.037.309 €
son résultat courant avant impôt est de	534.917 €	281.024 €
son résultat net comptable est de	367.426 €	227.825 €
le montant des capitaux propres s'élève à	552.066 €	184.919 €
Effectif moyen	11	12

EVOLIS CHINA

- Niveau de participation détenu : 100% du capital
- Activité principale : commercialisation et distribution d'imprimantes et de consommables

Au titre de son dernier exercice clos,	2015	2014
le chiffre d'affaires de cette société s'élève à	479.259 €	
son résultat courant avant impôt est de	4 038 €	(1.344) €
son résultat net comptable est de	(8.301) €	(1.344) €
le montant des capitaux propres s'élève à	71.693 €	79.436 €
Effectif moyen	5	3

EVOLIS INDIA

- Niveau de participation détenu : 70% du capital
- Activité principale : commercialisation et distribution d'imprimantes et de consommables

Au titre de son dernier exercice clos,	2015	2014
le chiffre d'affaires de cette société s'élève à	5.157.172 €	4.481.182 €
son résultat courant avant impôt est de	306.759 €	652.823 €
son résultat net comptable est de	203.750 €	447.677 €
le montant des capitaux propres s'élève à	2.179.108 €	1.876.199 €
Effectif moyen	63	62

CARDPRESSO

- Niveau de participation détenu : 70% du capital
- Activité principale : développement de logiciels d'impression de cartes

Au titre de son dernier exercice clos,	2015	2014
le chiffre d'affaires de cette société s'élève à	1.060.415 €	713.020 €
son résultat courant avant impôt est de	101.054 €	92.359 €
son résultat net comptable est de	94.560 €	84.835 €
le montant des capitaux propres s'élève à	301.384 €	257.659 €
Effectif moyen	15	12

Informations relatives au capital social

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce, nous vous indiquons que détiennent plus des trois vingtièmes du capital social ou des droits de vote de la société Evolis :

- Monsieur Emmanuel PICOT,
- Madame Cécile BELANGER,
- Monsieur Didier GODARD,
- Monsieur Serge OLIVIER.

Opérations réalisées par les dirigeants sur leurs titres

Conformément aux articles L. 621-18-2 et R. 621-43-1 du Code monétaire et financier, nous vous informons que les membres du Conseil d'Administration n'ont cédé ni acquis aucune action au cours de l'exercice 2015.

Actionnariat des salariés

Au dernier jour de l'exercice, la participation des salariés au capital s'élevait à 2,9% du capital social.

Les actions détenues par les salariés de la société Evolis, faisant l'objet d'une gestion collective, ou frappées d'incessibilité, représentent 0% du capital social.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 alinéa 2 du Code de commerce, l'Assemblée Générale est tenue tous les trois ans de se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, si les actions détenues par le personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce représentent moins de 3% du capital social.

Dans le cadre de cette obligation, nous vous rappelons que l'Assemblée Générale Mixte s'est prononcée le 5 mai 2015 sur une proposition d'augmentation de capital réservée aux salariés.

Liste des mandats des dirigeants sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, vous trouverez ci-dessous la liste des mandats exercés par vos dirigeants sociaux dans toutes sociétés :

Dirigeants sociaux	Mandats exercés
Monsieur Emmanuel PICOT	<ul style="list-style-type: none">• Président Directeur Général d'Evolis SA• Président de la société Evolis Inc.• Administrateur de la société Evolis Inc• Director de la société Evolis Asia• Co-gérant de la société Sogedex Accessories• Director, Member of the Board Evolis India• Administrateur de la société Bodet• Legal representative, Member of the Board de la société Evolis China• Co-gérant de la société cardPresso• Président de la société cardPresso Inc
Madame Cécile BELANGER	<ul style="list-style-type: none">• Directeur Général Délégué d'Evolis SA• Administrateur de la société Evolis Inc.• Director de la société Evolis Asia• Co-gérante de la société Sogedex Accessories• Director, Member of the Board de la société Evolis India• Member of the Board de la société Evolis China
Monsieur Didier GODARD	<ul style="list-style-type: none">• Directeur Général Délégué d'Evolis SA• Administrateur de la société Evolis Inc.
Monsieur Yves LIATARD	<ul style="list-style-type: none">• Directeur Général Délégué d'Evolis SA• Administrateur de la société Evolis Inc.
Monsieur Serge OLIVIER	<ul style="list-style-type: none">• Directeur Général Délégué d'Evolis SA• Administrateur de la société Evolis Inc.• Co-gérant de la société cardPresso• Vice-Président de la société cardPresso Inc

4 CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Conventions réglementées conclues au cours d'exercices antérieurs

Nous vous rappelons que les conventions suivantes, considérées comme réglementées au titre de l'article L. 225-38 du Code de commerce avant l'Ordonnance du 31 juillet 2014, ont été conclues au titre d'exercices antérieurs et se sont poursuivies au cours de l'exercice écoulé, savoir :

AVEC LA SOCIÉTÉ EVOLIS INC.

- Centralisation de trésorerie
Intérêts comptabilisés en produits au titre de l'exercice : 5.346 €.
- Support du risque de change dans les relations commerciales : règlement des factures correspondant aux livraisons effectuées à Evolis Inc. acquitté en dollars.
Montant au titre de l'exercice : 15.042.604 €.

AVEC LA SOCIÉTÉ SOGEDEX ACCESSORIES

- Centralisation de trésorerie :
Intérêts comptabilisés en produits au titre de l'exercice : 19.092 €.

AVEC LA SOCIÉTÉ EVOLIS ASIA

- Support du risque de change dans les relations commerciales : règlement des factures correspondant aux livraisons effectuées à Evolis Inc. Acquitté en dollars.
Montant au titre de l'exercice : 8.763.351 €.

- Centralisation de trésorerie :
Intérêts comptabilisés en produits au titre de l'exercice : 45.264 €.

Ces conventions ne sont plus considérées comme réglementées conformément à l'article L 225-39 du Code de commerce depuis l'Ordonnance du 31 juillet 2014.

Conventions réglementées conclues au cours de l'exercice

Nous vous informons par ailleurs qu'aucune nouvelle convention réglementée n'a été conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

5 RACHAT PAR LA SOCIÉTÉ DE SES PROPRES ACTIONS

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-211 du Code de commerce, nous vous rendons compte de l'état des rachats d'actions par notre société.

Nous vous rappelons que l'Assemblée Générale Mixte du 5 mai 2015 a autorisé le Conseil d'administration à acquérir des actions de la société dans la limite de 10% du capital.

Le 20 juillet 2009, notre société a conclu avec CM-CIC un contrat de liquidité afin de favoriser la liquidité des titres de la société. Le tableau ci-après résume les opérations réalisées :

Contrat de liquidité :	Achats	Ventes	Total
Nombre	48.597	48.734	
Cours moyen	33,72	33,94	
Frais de négociation (en €)			15.000
Nombre à la clôture			606
Valeur au coût d'achat (en €)			22.990
Valeur nominale par action (en €)			0,08
Nombre des actions utilisées			97.331
Fraction du capital			0,01%

Au 31 décembre 2015, notre société détenait 606 actions d'autocontrôle dans un objectif de liquidité.

6 PROJET DE MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME DE RACHAT PAR LA SOCIÉTÉ DE SES PROPRES ACTIONS

Nous vous proposons par ailleurs d'autoriser le Conseil d'Administration à racheter des actions de la société, conformément à l'article L. 225-209 du Code de commerce.

Nous vous rappelons qu'à la suite de la décision de l'Assemblée Générale du 23 avril 2009, permettant à la société de mettre en œuvre un programme de rachat par la société de ses propres actions, la société a conclu un contrat de liquidité avec le CM-CIC en juillet 2009.

La société a acquis en conséquence au cours de l'exercice 48.597 de ses propres actions et revendu 48.734 actions pour permettre la liquidité de ses titres.

La mise en œuvre de ce programme de rachat aurait cette année les finalités suivantes :

- Poursuivre l'objectif de liquidité comme les années précédentes,
- La cession d'actions auto-détenues aux salariés adhérents du plan d'épargne entreprise dans les conditions prévues par les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail,
- Réaliser toute opération conforme à la réglementation en vigueur au jour de l'acquisition et mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers.

Dans ce cadre, nous vous proposons d'autoriser le Conseil d'Administration à acquérir un nombre d'actions représentant jusqu'à 10% du capital de la société, soit à titre indicatif à ce jour un maximum de 516.412 actions.

L'achat de ces actions pourrait être effectué, à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur à la date du rachat, et par tous moyens y compris par achat de bloc de titres, par l'exercice de tout instrument financier, produit dérivé.

Le prix maximum de rachat s'éleverait, hors frais, à quarante-cinq (45) euros par action, soit un montant maximum de rachat compte tenu du nombre d'actions composant le capital à ce jour, égal à 23.238.540 €.

Les actions auto détenues par la société seraient privées de leur droit de vote, du droit à dividende et en cas d'augmentation de capital social, la société ne pourrait exercer elle-même le droit de souscription attaché aux actions qu'elle détient.

La durée du programme de rachat d'actions serait de 18 mois à compter de l'Assemblée Générale Ordinaire et permettrait notamment de poursuivre le contrat de liquidité conclu avec le CM-CIC.

Nous vous demandons en conséquence d'autoriser le Conseil d'Administration à acquérir des actions de la société, dans les limites et conditions prévues ci-dessus et à déterminer le prix de vente des actions auto détenues en cas de cession de ces dernières au profit de salariés adhérents du plan d'épargne entreprise conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 alinéa 5 du Code de commerce.

Dans le cas où il serait fait usage des facultés offertes par le quatrième alinéa de l'article L. 225-209 du Code de Commerce, le prix de vente serait alors déterminé conformément aux dispositions légales en vigueur.

L'ensemble des conditions et modalités de ce programme de rachat sont explicitées dans les projets de résolutions sur lesquels vous serez amenés à vous prononcer.

7 AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE AUX SALARIÉS ADHÉRENTS DU PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE

Il vous est proposé de statuer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues à l'article L.225-138-1 du Code de commerce.

Il serait ainsi décidé de réserver aux salariés adhérents au plan d'épargne entreprise, dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, une augmentation de capital d'un montant maximum de 1,5% du capital social, à souscrire en numéraire.

Les actions nouvelles confèreraient à leurs propriétaires les mêmes droits que les actions anciennes.

S'agissant de titres non admis sur un marché réglementé, le prix de souscription des nouvelles actions ordinaires serait déterminé dans les conditions de l'article L.3332-20 du Code du travail, conformément aux méthodes objectives retenues en matière d'évaluation d'actions en tenant compte, selon une pondération appropriée à chaque cas, de la situation nette comptable, de la rentabilité et des perspectives d'activité de l'entreprise. Ces critères sont appréciés, le cas échéant, sur une base consolidée ou, à défaut, en tenant compte des éléments financiers issus de filiales significatives. Le prix de souscription pourra également être déterminé en divisant par le nombre de titres existants le montant de l'actif net réévalué d'après le bilan le plus récent. Celui-ci devra être ainsi déterminé à chaque exercice sous le contrôle des Commissaires aux Comptes.

L'augmentation de capital ne serait réalisée qu'à concurrence du montant des actions souscrites par les salariés adhérents au plan d'épargne d'entreprise.

Le délai susceptible d'être accordé aux souscripteurs pour la libération du capital ne pourrait être supérieur à trois ans.

Les actions souscrites seraient libérées conformément aux dispositions légales.

Il vous est en conséquence proposé de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles à émettre au bénéfice des

salariés adhérents au plan d'épargne entreprise. Vous pourrez prendre connaissance du rapport du commissaire aux comptes qui vous donnera son avis sur la suppression de votre droit préférentiel de souscription.

Ainsi, il vous est proposé de :

- déléguer au Conseil d'Administration la compétence de décider, s'il le juge opportun, en une ou plusieurs fois et dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, une augmentation de capital en numéraire dans la limite de 1,5% du capital social actuel de la société, par l'émission de 77.461 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,08 €, à libérer en numéraire, dans un délai de 18 mois à compter de la présente assemblée ;
- décider que le prix d'émission des actions nouvelles sera déterminé dans les conditions définies à l'article L. 3332-20 du Code du travail ;
- décider de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions nouvelles à émettre au bénéfice des salariés adhérents au plan d'épargne entreprise ;
- déléguer au Conseil d'Administration le soin d'arrêter la liste de bénéficiaires et le nombre d'actions à émettre au profit de chacun d'eux ;
- donner, en tant que de besoin, tous pouvoirs au Conseil d'Administration en vue de fixer toutes les modalités d'émission des actions nouvelles, constater la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence du montant des actions qui seraient effectivement souscrites, procéder à la modification corrélative des statuts et aux formalités consécutives, et plus généralement en vue de faire le nécessaire.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-138-II du Code de commerce, les Commissaires aux Comptes de la société ont rédigé un rapport sur les conditions de fixation du prix d'émission dont il vous sera donné lecture.

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-113 du Code de commerce, nous vous informons que la marche des affaires sociales est présentée dans notre rapport de gestion. Nous vous informons en outre que, depuis le début de l'exercice et jusqu'au 29 février 2016, le chiffre d'affaires de notre société s'élève à 5.118 K€.

Nous vous précisons qu'un rapport complémentaire sera établi par le Conseil d'Administration lorsqu'il fera usage de la délégation qui lui sera éventuellement conférée par l'Assemblée Générale pour :

- décrire les conditions définitives de l'opération établies conformément à l'autorisation donnée par l'assemblée générale extraordinaire ;
- déterminer conformément aux dispositions de l'article R. 225-115 du Code de commerce l'incidence de l'émission proposée sur la situation de chaque titulaire de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital, en particulier en ce qui concerne sa quote-part des capitaux propres.

De même, les Commissaires aux Comptes de la société établiront le rapport complémentaire prescrit par l'article R. 225-116 alinéa 2 du Code de commerce.

Ces rapports complémentaires seront mis à votre disposition au siège social, au plus tard dans les quinze jours suivant la réunion du Conseil d'Administration et portés à votre connaissance lors de la plus prochaine assemblée générale.

J'espère que ce projet recevra votre agrément et que vous voudrez bien adopter le projet de résolution qui vous sera présenté et qui reprend les points de ce rapport.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte Ordinaire Annuelle et Extraordinaire pour vous rendre compte de l'activité de la société Evolis durant l'exercice clos le 31 décembre 2015, et pour soumettre à votre approbation les comptes consolidés dudit exercice des sociétés du groupe, à savoir les sociétés Evolis, Evolis Inc., Evolis Asia PTE LTD, SOGEDEX Accessories, Evolis India, Evolis China, cardPresso et cardPresso Inc.

Vous trouverez ci-joint les informations relatives aux comptes consolidés du groupe.

Vos Commissaires aux comptes vous donneront dans leur rapport toutes les informations relatives à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Les différentes informations telles que prévues par la réglementation sont reprises successivement ci-après.

1 SITUATION ET ACTIVITÉ DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

Situation de l'ensemble constitué par les sociétés comprises dans la consolidation

Sociétés	Forme sociale	Capital social	Siège social	RCS
Société mère				
EVOLIS	SA	413.129,60 €	Beaucouzé (49)	Angers 428 564 710
Filiales				
EVOLIS Inc	Corporation	10.000 USD	Fort Lauderdale (Floride USA)	N/A
EVOLIS Asia PTE LTD	Limited private company	150.000 SGD	Singapour	N/A
SOGEDEX ACCESSORIES	SARL	50.000 €	Beaucouzé (49)	Angers 538 297 938
EVOLIS INDIA	Limited private company	9.512.520 INR	Mumbai (Inde)	N/A
EVOLIS CHINA	Limited private company	610.040 RMB	Shanghai (Chine)	N/A
CARDPRESSO	Limited private company	5.000 €	Madère (Portugal)	N/A
CARDPRESSO Inc	Corporation	10.000 USD	Fort Lauderdale (Floride USA)	N/A

Évolutions prévisibles du groupe

Compte-tenu des efforts réalisés depuis 2013 en termes d'investissements, de structuration, de développements produits, de mise en œuvre d'une stratégie de diversification, le groupe Evolis prévoit une nouvelle année de croissance.

Événements importants survenus entre la date de clôture du dernier exercice écoulé et la date d'établissement du présent rapport

Aux termes de ses délibérations en date du 4 mars 2016, le Conseil d'Administration a autorisé l'acquisition d'un fonds de commerce de vente et de distribution de produits et services informatiques et la création d'une nouvelle filiale française détenue à 100% destinée à accueillir cette activité.

Activités du groupe en matière de recherche et développement

Les frais de recherche et développement sont engagés par la société mère qui est la seule à avoir une activité de recherche et développement et de fabrication.

Les dépenses engagées en matière de recherche et développement ont été portées à l'actif pour 1.199 K€ (contre 1.298 k€ en 2014).

Les dépenses qui ne répondent pas aux critères pour être immobilisées ont été comptabilisées en compte de charge à hauteur de 76 K€ (contre 161 K€ en 2014).

Ces frais concernent principalement le développement de nouveaux produits ou de nouvelles applications.

Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation

Le groupe a poursuivi sa croissance en 2015 avec une hausse du chiffre d'affaires de 27,2%.

Sur l'ensemble de l'exercice, toutes les zones sont en progression.

La zone EMEA (hors Inde), à périmètre constant, enregistre une hausse de 33%. On observe une hausse de 22% sur la zone AMÉRIQUE, 23% sur la zone ASIE OCÉANIE et 18% sur la zone INDE.

L'effet taux de change \$/€ s'est apprécié tout au long de l'année, ce qui a eu pour effet de doper les ventes.

CA consolidé en M€	2013	2014	2015	Variation 2015/2014
T1	12,6	13	17,9	37,80%
T2	14,1	14,8	20,8	40,50%
T3	15,6	15	19,6	32%
T4	13,9	17,5	18,4	5,15%
12 mois	56,2	60,3	76,7	27,20%

Description des principaux risques et incertitudes auxquels les sociétés comprises dans la consolidation sont confrontées

Les sociétés consolidées n'identifient pas à ce jour de stratégie ou facteur de nature gouvernementale ou politique ayant influé sensiblement ou pouvant avoir une influence de manière directe ou indirecte, sur les opérations des sociétés. Toutefois, le groupe maintient sa vigilance afin d'évaluer au mieux les risques éventuels mais également afin de saisir d'éventuelles opportunités.

RISQUES RELATIFS À LA CONCURRENCE

Depuis sa création, le groupe développe ses activités dans un secteur concurrentiel où évoluent plusieurs concurrents.

Les sociétés du groupe sont attentives aux évolutions du marché et aux nouveaux acteurs et conduisent en permanence une activité de veille concurrentielle.

RISQUES LIÉS AUX ÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES

La société Evolis et ses filiales interviennent dans un secteur de haute technologie, marqué par l'apparition de nouveaux produits, de nouvelles applications et donc par l'apparition de nouveaux besoins. Le succès d'Evolis dépendra en partie de sa réactivité, afin de répondre, dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions pour ses clients, aux besoins de ceux-ci.

Afin d'anticiper ces évolutions, la société Evolis et ses filiales conduisent une démarche permanente de veille technologique.

RISQUES COMMERCIAUX

• Risques clients

Evolis réalise la quasi intégralité de son chiffre d'affaires avec des grossistes importateurs (ventes indirectes). De ce fait, Evolis n'est pas exposée aux risques d'impayés des clients finaux des différents pays.

À l'export, lors de l'ouverture d'un nouveau compte client, le paiement se fait avant la livraison. Selon la qualité du partenariat, un délai de paiement total ou partiel peut être accordé aux clients, après étude de solvabilité effectuée par le service « credit control » d'Evolis. Dans ce cas, un montant d'encours maximum est défini par Evolis.

Lors de l'exercice 2015, les cinq et dix premiers clients représentent respectivement 21% et 32% du chiffre d'affaires.

• Risques fournisseurs

Une grande partie des fournisseurs accompagnent Evolis depuis sa création, ce qui a permis d'instaurer une confiance réciproque et une très bonne connaissance des besoins.

Cependant, une analyse et un suivi de ces fournisseurs sont effectués de manière récurrente afin d'appréhender leur capacité d'accompagnement au vu de la croissance du groupe et de ses exigences fortes.

De plus, certains circuits d'approvisionnement ont été doublés afin de multiplier les sources en cas de besoin, tout en optimisant les coûts.

Le marché de la technologie de l'impression est concentré et dépend exclusivement de fabricants japonais. Cette réalité s'impose à Evolis comme à ses concurrents.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015, les cinq et dix premiers fournisseurs représentent respectivement 32% et 40% des achats.

Certaines pièces détachées, en majorité des composants électroniques, ont des délais d'approvisionnement pouvant aller jusqu'à 16 semaines. Aussi, des commandes cadencées sont engagées annuellement. Un stock tampon est également à disposition de la société chez des fournisseurs stratégiques.

Le délai moyen de paiement est de 30 jours.

RISQUES JURIDIQUES : RISQUES LIÉS AUX DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La société Evolis et ses filiales peuvent être amenées, en tant que de besoin, à insérer dans leurs contrats, tant vis-à-vis de leurs clients que de leurs collaborateurs, des clauses de confidentialité et de propriété dans le but de limiter le risque de révélation d'informations relatives aux savoir-faire développés par Evolis.

Elles ne peuvent cependant avoir aucune garantie que ces accords contractuels ou que les autres précautions prises pour protéger leurs droits de propriété intellectuelle s'avèrent suffisants pour prévenir les détournements de technologies ou des créations intellectuelles utilisées, ou pour dissuader une tierce partie de mettre en place des infrastructures similaires.

Indications sur l'utilisation des instruments financiers par les sociétés du groupe

Ces indications portent sur les objectifs et la politique de la société en matière de gestion des risques financiers, y compris sa politique concernant la couverture de chaque catégorie principale de transactions prévues pour lesquelles il est fait usage de la comptabilité de couverture. Elles portent également sur l'exposition de la société aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie.

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

RISQUE DE CHANGE

Evolis est confrontée à différents types de risques :

- le premier résulte de la conversion dans ses états financiers des comptes de ses filiales étrangères tenus en dollar ;
- le second est relatif à l'activité opérationnelle de la société.

Au titre de la période, les ventes facturées en US\$ représentent 47 M\$ soit 55,6% du chiffre d'affaires consolidé.

Depuis début 2003, des approvisionnements en Grande-Bretagne ont été négociés en dollars. Ces achats couvrent environ 32% des ventes effectuées en dollars.

La société a ouvert des comptes bancaires en USD, JPY. Le solde de ces comptes bancaires n'est pas systématiquement couvert. En fonction de l'évolution des cours de ces devises, la société a parfois recours à des opérations de couverture.

L'ensemble de ce dispositif permet de réagir au mieux face aux fluctuations des devises mais n'exclut pas totalement un risque de change résiduel.

- Achats et ventes à terme de devises :

En K€	31/12/15		31/12/14	
	actif	passif	actif	passif
Achat à terme de JPY (valorisation K€)		0		30
Valeur nominale (K JPY)		50 000		120 000
Vente à terme en USD (valorisation K€)		0		760
Valeur nominale (M USD)		4 100		14 000
Instruments dérivés de change	0	0	0	790

Les échéances des contrats de vente à terme sont fixées au :

- 17 novembre 2016 pour le Yen,
- Et chaque fin de mois pour l'USD.

RISQUE DE TAUX

Compte tenu d'un endettement très faible, le risque de taux est nul.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

La société estime ne pas être exposée à un risque de liquidité du fait notamment d'un endettement limité et de la trésorerie disponible au 31 décembre 2015 (25.032 K€).

RISQUE ACTIONS

Compte-tenu de la nature de ses placements (titres de créances sous la forme de SICAV monétaires, CDN et comptes à terme), la société n'est pas confrontée à d'autres risques actions.

RISQUE DE CRÉDIT

Depuis le début de l'activité des sociétés du groupe, les défaillances de paiement des clients ont été très réduites, compte-tenu des modalités de paiement et des procédures mises en place décrites au paragraphe « risque client ».

- Situation des retards de paiement

En K€	31/12/15	31/12/14
Inférieurs à 6 mois	3.141	2.618
Supérieurs à 6 mois	171	136
Total	3.312	2.754

Gouvernance

La société Evolis est gouvernée par deux organes :

- un Conseil d'Administration composé des 5 fondateurs de la société, à savoir Madame Cécile BELANGER, Monsieur Emmanuel PICOT, Monsieur Yves LIATARD, Monsieur Serge OLIVIER et Monsieur Didier GODARD. Il se réunit en moyenne 4 fois par an ;

- un Comité de Direction groupe qui se réunit plusieurs fois par mois, composé de :

Monsieur Emmanuel Picot (Président),
 Madame Cécile Bélanger (Vice-Présidente),
 Monsieur Serge Olivier (Directeur R&D),
 Monsieur Jean-Louis Lahaye (C.F.O),
 Monsieur Eirik Bakke (Directeur Commercial groupe),
 Monsieur François Merienne (Directeur Industriel).

2 PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS ET DU RÉSULTAT DU GROUPE

Résultats économiques et financiers

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015, le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 76.673 K€, contre 60.286 K€, soit une progression de plus de 27,2%.

Le résultat opérationnel ressort bénéficiaire à hauteur de 14.788 K€, contre 9.684 K€ en 2014, soit une augmentation de l'ordre de 52,7%.

Le montant de l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice s'élève à 4.965 K€.

Les autres produits et charges financières font ressortir un résultat de 268 K€, contre un bénéfice de 581 K€ en 2014.

Compte-tenu de ces éléments, le résultat net du groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 se solde par un bénéfice de 10.338 K€ (contre un bénéfice de 7.399 K€ au titre de l'exercice précédent).

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Evolis, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

La note 3.6 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux actifs incorporels immobilisés. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans la note de l'annexe.

STOCKS

La note 3.11 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des stocks. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans la note de l'annexe.

ÉCARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2015 s'établit à 9 121 K€, ont fait l'objet de tests de perte de valeur selon les modalités décrites dans les notes 3.5, 3.8 et 5 de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons examiné la cohérence des hypothèses utilisées et l'adéquation des informations données dans l'annexe

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à La ROCHE-sur-YON et à ORVAULT, le 18 avril 2016

Les Commissaires aux comptes

*Groupe Y – BOISSEAU
Emmanuel BOQUIEN
Associé*

*RSM OUEST
Jean-Michel GRIMONPREZ
Associé*

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Evolis, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note «Immobilisations financières» du paragraphe «MÉTHODES D'ÉVALUATION» de l'annexe aux comptes annuels présente les modalités de détermination de la valeur d'inventaire des titres de participation, conduisant à la constitution éventuelle d'une dépréciation.

Nous nous sommes assurés de la pertinence des approches mises en œuvre par votre société sur la base des éléments disponibles à ce jour, ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

- La note «Stocks» du paragraphe «MÉTHODES D'ÉVALUATION» de l'annexe aux comptes annuels présente les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des stocks.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans la note de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à La ROCHE-sur-YON et à ORVAULT, le 18 avril 2016

Les Commissaires aux comptes

*Groupe Y – BOISSEAU
Emmanuel BOQUIEN
Associé*

*RSM OUEST
Jean-Michel GRIMONPREZ
Associé*

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

1 CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L 225-38 du code de commerce.

2 CONVENTION DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à La ROCHE-sur-YON et à ORVAULT, le 18 avril 2016

Les Commissaires aux comptes

*Groupe Y – BOISSEAU
Emmanuel BOQUIEN
Associé*

*RSM OUEST
Jean-Michel GRIMONPREZ
Associé*

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF En K€	Notes	31/12/15 12 mois			31/12/14 12 mois
		Brut	Amort & dépréciations	Net	Net
Immobilisations incorporelles					
Écarts d'acquisition	5	9 121		9 121	8 424
Autres immobilisations incorporelles	6	43	30	13	33
Frais de recherche et développement	6	7 222	4 817	2 405	2 337
Logiciels et brevets	6	2 958	1 698	1 260	1 591
Immobilisations corporelles					
Terrain	7	684		684	684
Constructions	7	7 867	2 383	5 484	5 704
Installations, matériel, outillage	7	6 797	5 885	912	496
Autres immobilisations corporelles	7	4 073	2 755	1 318	1 420
Avances et acomptes	7	15		15	14
Immobilisations financières	8	272	14	258	239
Impôts différés	23	630		630	960
ACTIFS NON COURANTS		39 682	17 582	22 100	21 902
Stocks de matières		4 207	423	3 784	4 212
Stocks de produits finis		2 304	123	2 181	3 804
Stocks de marchandises		4 931	275	4 656	4 843
Clients	14	13 459	168	13 291	13 544
Actifs disponibles à la vente				0	0
Autres actifs courants		2 105		2 105	2 845
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	25 032		25 032	17 616
Autres actifs financiers				0	0
ACTIFS COURANTS		52 038	989	51 049	46 864
TOTAL ACTIF		91 720	18 571	73 149	68 766

PASSIF En K€	Notes	31/12/15 12 mois		31/12/14 12 mois
Capital	13		413	413
Prime d'émission			6 711	6 716
Réserve légale			41	41
Autres réserves			40 833	34 895
Résultat consolidé			10 283	7 293
Écart de conversion			875	468
CAPITAUX PROPRES			59 156	49 826
Intérêts hors groupe			787	680
Écart de conversion hors groupe			59	22
Résultat hors groupe			55	107
INTÉRÊTS MINORITAIRES			901	809
Dettes financières non courantes	16		111	160
Provision pour avantages au personnel	15		199	211
Autres provisions non courantes	15		101	129
Autres dettes non courantes	17		3 331	4 434
Impôts différés	23		256	235
PASSIFS NON COURANTS			3 998	5 169
Fournisseurs			4 242	5 645
Dettes financières courantes	16		97	1 856
Autres passifs financiers			6	801
Dettes fiscales et sociales			4 140	3 691
Provisions courantes	15		360	133
Autres dettes			249	836
PASSIFS COURANTS			9 094	12 962
PASSIFS			13 092	18 131
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			73 149	68 766

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

COMPTE DE RÉSULTAT		31/12/15	31/12/14
En K€	Notes	12 mois	12 mois
Chiffre d'affaires	19	76 673	60 286
Marchandises et matières consommées		29 804	28 334
Charges de personnel	20	15 485	12 847
Autres achats et charges externes		9 874	8 306
Impôts et taxes		1 478	1 062
Dotations aux amortissements	6 & 7	3 198	2 887
Dotations aux provisions nettes de reprises		483	378
Variations des stocks de produits finis		-1 572	3 086
Autres produits et charges opérationnels		9	126
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		14 788	9 684
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		265	326
Coût de l'endettement financier brut		18	35
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		247	291
Autres produits et charges financiers	22	268	581
Charge d'impôt sur le résultat	23	4 965	3 157
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		10 338	7 399
RÉSULTAT NET D'IMPÔT DES ACTIVITÉS NON POURSUIVIES		0	0
RÉSULTAT NET		10 338	7 399
Part du groupe		10 283	7 293
Intérêts minoritaires		55	107
Nombre moyen d'actions à la clôture		5 164 120	5 164 120
Résultat par action (en €)		2,00	1,42
Résultat dilué par action (en €)		1,99	1,42

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ		31/12/15	31/12/14
En K€			
Résultat net de la période		10 338	7 399
Gains (pertes) actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi		0	0
Impôt sur les éléments non recyclables		0	0
Ajustement de la dette sur put minoritaire		1 513	-1 470
Éléments non recyclables en résultat (net n'impôts)		1 513	-1 470
Gains (pertes) sur actifs financiers disponibles à la vente			
Gains (pertes) sur instruments financier de couverture			
Écarts de conversion		1 322	878
Autres		15	-14
Éléments recyclables en résultat		1 337	864
Autres éléments du résultat global		2 850	-606
RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ		13 188	6 793
Attribuable :			
* aux propriétaires de la société mère		13 117	6 756
* aux participations ne donnant pas le contrôle		71	37

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS		2015	2014
En K€	Notes	12 mois	12 mois
Résultat net des sociétés intégrées		10 338	7 399
Amortissements et provisions sur immobilisations	6 & 7	3 392	3 064
Impôt différé	23	262	-594
Plus-values nettes de cession d'immobilisation		-23	14
Capacité d'autofinancement		13 969	9 883
Variation du besoin en fonds de roulement (calculé à partir des données nettes de provisions)		2 510	-3 613
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE D'EXPLOITATION		16 479	6 270
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	6	-1 457	-1 817
Acquisitions d'immobilisations corporelles	7	-1 556	-2 736
Acquisitions d'immobilisations financières	8	-21	-53
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6 & 7	53	299
Cessions d'immobilisations financières	8	8	
Incidence des variations de périmètre	5 ; 6 ; 24	-9	-1 932
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT		-2 982	-6 239
Variation des capitaux propres		24	45
Dividendes payés	18	-3 667	-1 446
Émission d'emprunts et dettes financières		55	2 060
Remboursement d'emprunts et dettes financières		-2 667	-1 020
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE DE FINANCEMENT		-6 255	-361
Incidence des variations de cours des devises		174	199
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE TOTALE		7 416	-131
Trésorerie à l'ouverture	11	17 616	17 747
Trésorerie à la clôture	11	25 032	17 616

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En K€

	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées	Écarts de conversion	Total capitaux propres part groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2014	413	6 762	42 183	468	49 826	809	50 635
Effet des changements de méthodes comptables					0		0
Situation retraitée	413	6 762	42 183	468	49 826	809	50 635
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres					0		0
Résultat de la période			10 283		10 283	55	10 338
Total des produits et charges de la période	0	0	10 283	0	10 283	55	10 338
Distribution de dividendes			-3 616	-50	-3 666		-3 666
Variation de périmètre					0		0
Autres variations		-46	75	-129	-100		-100
Transactions sans perte de prise de contrôle			1 513		1 513		1 513
Variation des écarts de conversion			698	588	1 286	36	1 322
Couverture de change					0		0
Variation actions propres		-5	20		15		15
Augmentation de capital					0		0
Situation au 31 décembre 2015	413	6 711	51 156	877	59 157	900	60 057

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En K€

	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées	Écarts de conversion	Total capitaux propres part groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2013	413	6 701	37 484	-129	44 469	361	44 830
Effet des changements de méthodes comptables					0		0
Situation retraitée	413	6 701	37 484	-129	44 469	361	44 830
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	0	0			0		0
Résultat de la période	0	0	7 292		7 292	107	7 399
Total des produits et charges de la période	0	0	7 292	0	7 292	107	7 399
Distribution de dividendes			-1 446		-1 446		-1 446
Variation de périmètre			-215		-215	291	76
Autres variations		46	212		258		258
Transactions sans perte de prise de contrôle			-1 470		-1 470		-1 470
Variation des écarts de conversion			231	597	828	50	878
Couverture de change			124		124		124
Variation actions propres		15	-29		-14		-14
Augmentation de capital					0		0
Situation au 31 décembre 2014	413	6 762	42 183	468	49 826	809	50 635

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés couvrant la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015.

Les données chiffrées sont exprimées en milliers d'Euros, sauf indication contraire.

Note Préliminaire

Note 01	- Informations concernant l'entreprise
Note 02	- Événements significatifs
Note 03	- Méthodes comptables
Note 04	- Périmètre de consolidation
Note 05	- Écart d'acquisition
Note 06	- Immobilisations incorporelles
Note 07	- Immobilisations corporelles
Note 08	- Immobilisations financières
Note 09	- Actifs financiers courants et non courants
Note 10	- Actifs destinés à être vendus
Note 11	- Autres actifs financiers
Note 12	- Trésorerie et équivalents de trésorerie
Note 13	- Capitaux propres
Note 14	- Gestion des risques financiers
Note 15	- Provisions
Note 16	- Échéancier de la dette financière
Note 17	- Autres passifs
Note 18	- Dividendes distribués
Note 19	- Informations sectorielles
Note 20	- Charges de personnel
Note 21	- Frais de recherche et développement activés
Note 22	- Autres produits et charges financiers
Note 23	- Impôt
Note 24	- Regroupement d'entreprises
Note 25	- Engagements
Note 26	- Événements post-clôture
Note 27	- Parties liées

Note préliminaire

Les comptes consolidés présentés sont établis en appliquant la totalité des normes IFRS (International Financial Reporting Standards), publiées à la date d'arrêté, par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne.

Les principes comptables retenus sont conformes à ceux utilisés pour la préparation des états financiers consolidés du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes, interprétations et amendements suivants applicables à compter de l'exercice 2015.

Au 31 décembre 2015, le groupe a appliqué les nouveaux textes suivants parus au journal officiel de l'Union Européenne et d'application obligatoire :

- IFRIC 21 Droit et taxes
- Améliorations annuelles, cycle 2011- 2013

L'interprétation IFRIC 21 « Droits et taxes » porte sur la date de comptabilisation d'un passif lié au paiement des taxes autres que l'impôt sur le résultat. Désormais, la dette relative à une taxe est enregistrée pour son montant total en une seule fois quand le fait générateur prévu par la législation fiscale se produit. Cette évolution a pour conséquences l'interdiction d'étaler les taxes annuelles dont le fait générateur fiscal est une date unique (sont concernées principalement la taxe foncière, la Contribution Sociale de Solidarité sur les sociétés (C3S) et l'enregistrement de la charge dans l'exercice du fait générateur fiscal et non plus dans l'exercice de réalisation des éléments d'assiette (concerne la C3S en France).

Compte tenu du caractère non significatif des impacts (5k€ en compte de résultat, 75 k€ au bilan d'ouverture en capitaux propres), le traitement n'a pas été appliqué de façon rétrospective.

Enfin, le groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2015 ou postérieurement.

Le groupe n'a pas appliqué par anticipation les amendements parus au Journal Officiel de l'Union Européenne dont l'application sera obligatoire au 1^{er} janvier 2016. Le groupe n'anticipe aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application de ces amendements :

- Amendement d'IAS 1 : initiative concernant les informations à fournir
- Amendement d'IAS 19 : régime à prestations définies – cotisations des membres du personnel
- Amendement d'IAS 27 : utilisation de la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers individuels
- Amendements d'IAS 16 et 38 : éclaircissements sur les modes d'amortissements acceptables
- Amendements d'IAS 16 et 41 : agriculture – plantes productrices
- Amendement d'IFRS 11 : comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans les entreprises communes
- Améliorations annuelles – cycle 2010/2012
- Améliorations annuelles – cycle 2012/2014

Par ailleurs, l'IASB a publié de nouvelles normes non adoptées à ce jour par l'Union Européenne :

- IFRS 9 : instruments financiers applicables au 1^{er} janvier 2018
- IFRS 15 : produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients applicables au 1^{er} janvier 2018

Le groupe n'envisage pas d'appliquer ces nouvelles normes par anticipation.

Note 1 - Informations concernant l'entreprise

La société Evolis est une Société Anonyme de droit Français. Elle a été créée en décembre 1999 et a clôturé son premier exercice au 31 décembre 2000.

Elle a pour principale activité la conception, la fabrication et la commercialisation d'imprimantes pour cartes plastiques et la vente des consommables associés.

Les états financiers au 31 décembre 2015 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales.

Le Conseil d'administration du 17 mars 2016 a arrêté les comptes annuels consolidés.

Note 2 - Événements significatifs

Au 1^{er} juillet 2015, le groupe a ouvert la filiale cardPresso Inc aux Etats Unis à Fort Lauderdale. Cette nouvelle entité est détenue en intégralité par cardPresso. Son activité est la commercialisation de software.

Note 3 - Méthodes comptables

Le règlement n° 1606/2002 du Comité de réglementation comptable européen impose l'utilisation des normes comptables internationales IFRS dans les comptes consolidés des sociétés dont les titres sont admis sur un marché réglementé.

Bien que n'étant pas soumise à cette obligation car n'étant pas cotée sur un marché réglementé, la société Evolis a opté pour la présentation de ses comptes annuels consolidés en appliquant les normes IFRS.

3.1 PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers sont présentés en milliers d'Euros.

Les états financiers sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs qui doivent être enregistrés selon les normes IFRS, à leur juste valeur.

La juste valeur est définie comme le prix qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif lors d'une transaction normale entre intervenants de marché à la date d'évaluation. Trois niveaux de juste valeur sont définis par les normes :

- Niveau 1 : valeurs cotées sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- Niveau 2 : valeurs observables ; données d'entrée autres que les prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ;
- Niveau 3 : valeurs non observables de marché ; données d'entrée relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cycle d'exploitation normal du groupe, ou à être cédés dans les douze mois suivant la clôture, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont des actifs courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal, ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice, constituent des dettes courantes.

Les autres actifs et autres dettes sont considérés comme non courants.

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Le recours à des estimations concerne notamment les éléments suivants :

- Évaluation des engagements de retraite
- Évaluation des provisions
- Évaluation des écarts d'acquisition.

3.2 PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Evolis consolide par intégration globale toutes les filiales dont elle détient le contrôle juridique et/ou effectif.

Le contrôle existe lorsqu'Evolis détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages de celle-ci. Le contrôle est présumé exister si Evolis détient plus de la moitié des droits de vote.

Les filiales sont consolidées à partir du moment où Evolis en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du groupe. Le groupe ne comprend aucune entité qualifiée d'« entreprise associée » ou de « co-entreprise ».

Les soldes au bilan, les produits et charges réciproques sont éliminés, ainsi que les résultats internes.

Des informations relatives aux filiales sont données en note 4.

3.3 ENGAGEMENT D'ACHAT D'ACTIONS

Lorsqu'il existe des options croisées d'achat et de vente contractées avec un minoritaire sur des titres d'une société dont le groupe détient le contrôle, elles sont prises en compte pour calculer le pourcentage d'intérêts. Lorsqu'il s'agit d'options non croisées (options d'achat ou de vente), le pourcentage d'intérêts n'est pas modifié. Le groupe enregistre ces options dans les « dettes sur immobilisations » avec pour contrepartie une réduction des intérêts minoritaires et un écart d'acquisition complémentaire. La valeur de la dette correspond à la valeur actualisée du prix d'exercice estimé de l'option de vente, et les variations ultérieures sont enregistrées en capitaux propres.

3.4 MÉTHODE DE CONVERSION

Les achats et ventes libellés en monnaies étrangères sont convertis et comptabilisés au cours du mois où ils sont facturés. Des pertes ou gains de change, liés au décalage entre le paiement ou l'encaissement des factures et leur comptabilisation, sont constatés en autres produits et charges financiers.

Les créances et les dettes sont évaluées au cours de clôture.

La monnaie fonctionnelle des sociétés étrangères est généralement leur monnaie locale. Dans le cas où la majorité des transactions est effectuée dans une monnaie différente de la monnaie locale, c'est cette monnaie qui est retenue.

La monnaie fonctionnelle des filiales est l'euro sauf pour les sociétés Evolis Inc, Evolis Asia et cardPresso Inc pour lesquelles la monnaie fonctionnelle est le dollar américain, Evolis India dont la monnaie est la Roupie Indienne et Evolis China dont la monnaie est le RMB.

Pour la consolidation, il est utilisé la méthode de conversion du cours de clôture pour le bilan et celle du cours moyen de change pour le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie. La différence de conversion en résultant est inscrite en capitaux propres au poste écart de conversion.

3.5 REGROUPEMENT D'ENTREPRISES ET ÉCARTS D'ACQUISITIONS

Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition telle que définie dans la norme IFRS 3 Révisée et IAS 27 Révisée.

Les principaux principes comptables appliqués par le groupe sont les suivants :

- La possibilité d'évaluer les intérêts ne donnant pas le contrôle dans l'estimation du goodwill (appelé également écart d'acquisition), soit à la juste valeur (« goodwill complet »), soit en fonction de la quote-part d'actifs nets identifiables détenus dans l'entité acquise (« goodwill partiel »)
- La comptabilisation des coûts d'acquisition directement en charges de l'exercice
- L'inclusion dès la date d'acquisition de la juste valeur des compléments de prix conditionnels au prix payé (clause d'earn out)
- Les effets de variation de pourcentage d'intérêts sans perte de contrôle n'ont d'effet que sur les capitaux propres (part du groupe et intérêts ne donnant pas le contrôle). Le montant du goodwill est figé à la date initiale de prise de contrôle
- Les pertes revenant aux intérêts ne donnant pas le contrôle leur sont attribuées pour la totalité de leur quote-part, même si cette affectation a pour effet de rendre négatif le montant des intérêts ne donnant pas le contrôle.

L'écart entre le prix d'acquisition et la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs et passifs acquis, représente l'écart d'acquisition. Il est inscrit à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « Écart d'acquisition ».

Écart d'acquisition et test de dépréciation

Pour les besoins des tests de dépréciation, à compter de la date d'acquisition, les écarts d'acquisition sont affectés à chacune des unités génératrices de trésorerie qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises.

Une unité génératrice de trésorerie (UGT) est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs. L'UGT est une subdivision d'une activité pour laquelle il existe un reporting interne et pour laquelle une analyse du résultat est réalisée.

Le niveau d'analyse auquel le groupe apprécie la valeur des écarts d'acquisition correspond généralement à une entité juridique.

Une unité génératrice de trésorerie à laquelle un écart d'acquisition a été affecté est soumise à un test de dépréciation tous les ans ainsi que toutes les fois qu'il y a une indication que l'UGT a pu se déprécier, en comparant la valeur comptable de l'UGT, y compris l'écart d'acquisition, à sa valeur recouvrable.

Le cas échéant, la dépréciation des écarts d'acquisition est comptabilisée en résultat opérationnel et est définitive.

Détermination des valeurs recouvrables

La nécessité de constater ou non une dépréciation s'apprécie par comparaison entre la valeur comptable des actifs et passifs de l'UGT ou regroupement d'UGT et leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable se définit comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur diminuée des coûts de sortie est déterminée sur la base des informations disponibles permettant de réaliser la meilleure

estimation de la valeur de vente nette des coûts nécessaires pour réaliser la vente, dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes.

La valeur d'utilité déterminée par le groupe correspond aux flux de trésorerie futurs actualisés des UGT ou groupes d'UGT, en tenant compte de leur valeur résiduelle, sur la base de plans à moyen et long terme utilisés par le management du groupe. Les principales hypothèses sont détaillées dans la note 5.

3.6 ACTIFS INCORPORELS IMMOBILISÉS

Hors marques et écarts d'acquisition, les actifs incorporels immobilisés sont tous amortissables.

Ils concernent principalement les frais de recherche et développement qui remplissent les conditions d'activation et mis en œuvre pour la conception de nouvelles gammes ou version d'imprimantes.

Les conditions d'activation de l'actif incorporel sont les suivantes :

- Faisabilité technique de l'achèvement de l'actif incorporel afin de pouvoir l'utiliser ou le vendre
- Intention d'achever l'actif incorporel et de l'utiliser ou le vendre
- Capacité à l'utiliser ou le vendre
- Capacité de l'actif à générer des avantages économiques futurs probables
- Disponibilité actuelle ou future des ressources techniques, financières ou autres nécessaires pour réaliser le projet
- Capacité à mesurer de manière fiable les dépenses liées à cet actif pendant sa phase de développement.

Amortissements des actifs incorporels

L'amortissement est comptabilisé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel. Le tableau ci-dessous décrit les durées et modes d'amortissement pratiqués :

	Durée (année)	Mode
Frais de recherche et développement	3	linéaire
Logiciels, brevets, marques	3 ou 5 ou N/A	linéaire

3.7 ACTIFS CORPORELS IMMOBILISÉS

Les actifs corporels immobilisés figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité différentes, ces composantes sont comptabilisées séparément.

Amortissements des actifs corporels immobilisés

Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilité selon les méthodes suivantes :

	Durée (année)	Mode
Constructions	7 à 40	linéaire
Matériel industriel	3 à 10	linéaire
Outillage	3	linéaire
Agencement et aménagement	5	linéaire
Installations générales	5 à 10	linéaire
Véhicules de transport	1 à 4	linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5	dégressif ou linéaire
Mobilier	5	linéaire

Le siège social a fait l'objet de la décomposition suivante :

Gros œuvre et structure	Linéaire sur 40 ans
Menuiseries extérieures	Linéaire sur 25 ans
Plomberie – chauffage – étanchéité	Linéaire sur 20 ans
Aménagements intérieurs	Linéaire sur 15 ans
Aménagements extérieurs – abords	Linéaire sur 10 ans
Revêtements de sols	Linéaire sur 7 ans

3.8 PERTES DE VALEUR DES ÉLÉMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

Les valeurs comptables des actifs immobilisés sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif ou du groupe d'actifs est estimée.

Les écarts d'acquisition et les actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée sont testés chaque année de manière systématique consécutivement à l'actualisation du plan long terme, et à tout moment dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur.

Dans l'hypothèse où la valeur recouvrable déterminée est inférieure à la valeur nette comptable de l'actif ou du groupe d'actifs, une dépréciation est comptabilisée.

Les dépréciations de l'actif immobilisé sont réversibles, à l'exception de celles relatives aux écarts d'acquisition.

3.9 SUBVENTIONS PUBLIQUES

Conformément à la possibilité offerte par IAS 20, les subventions d'investissement sont enregistrées en déduction de la valeur brute des immobilisations au titre desquelles elles ont été reçues. Elles sont comptabilisées en réduction de la charge d'amortissement sur la durée d'utilité de l'actif amorti.

3.10 ACTIFS IMMOBILISÉS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS

Les actifs destinés à être cédés sont présentés, s'il y a lieu, sur une ligne distincte du bilan dès lors que la date de la cession devient probable. La valeur comptable est alors recouvrable par une vente ou un échange contre d'autres actifs. Lorsque cette valeur, diminuée des frais de cession, est inférieure à la « juste valeur », une dépréciation est constatée.

3.11 STOCKS

Les stocks de marchandises et de matières sont évalués au prix de revient d'achat suivant la méthode du coût moyen pondéré. Les stocks de produits finis sont valorisés au coût de production incluant le prix d'achat des matières et les frais accessoires ainsi que le coût de main d'œuvre. Sont exclus les frais généraux non imputables à la production.

La valeur brute des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est pratiquée pour couvrir les pertes probables sur les articles obsolètes ou sur ceux qui ne pourront plus être intégrés dans le processus de fabrication.

3.12 CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction du risque de non recouvrement (éventuelles procédures judiciaires ou retards de paiement importants).

3.13 ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance, les actifs évalués à leur juste valeur par le résultat, les prêts et créances et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs financiers sont définies par la norme IAS 39.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur nette des coûts de transaction.

À la date d'acquisition, le groupe détermine la classification de l'actif financier dans l'une des quatre catégories comptables prévues par la norme IAS 39 :

- Actifs détenus jusqu'à leur échéance
- Actifs disponibles à la vente
- Prêts et créances
- Actifs évalués à leur juste valeur par le résultat

Après la comptabilisation initiale, les actifs détenus jusqu'à leur échéance et les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (« TIE »). Les actifs disponibles à la vente et les actifs évalués à leur juste valeur par le résultat sont comptabilisés à la juste valeur avec variation de valeur enregistrée directement dans les capitaux propres pour les premiers et dans le compte de résultat pour les seconds.

En cas de diminution significative ou prolongée de la juste valeur des actifs disponibles à la vente en dessous de leur prix d'acquisition, une dépréciation est constatée en résultat net.

Les plus et moins-values latentes constatées à la clôture de chaque exercice par capitaux propres sont reclassées en résultat lors de la sortie des titres.

Les dépôts de garantie sont constatés au coût correspondant au prix payé incluant les coûts d'acquisition liés à l'investissement.

Les actions d'autocontrôle sont comptabilisées en réduction des capitaux propres. Les pertes et profits résultant de la cession de ces actions sont imputés directement sur les capitaux propres et n'affectent pas le résultat.

3.14 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Sont classés en équivalent de trésorerie les instruments répondant aux critères de la norme IAS 7 (placement à court terme, très liquide, facilement convertible en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur).

3.15 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Selon les normes IAS 32 et 39, tous les instruments financiers dérivés doivent être inscrits au bilan à leur valeur de marché. La méthode de comptabilisation des variations de leur valeur de marché diffère selon que l'instrument dérivé est utilisé pour couvrir un risque de valeur de marché, un risque de flux de trésorerie futur, un risque de change sur un investissement net en devises ou qu'il ne constitue pas un instrument de couverture :

- Les variations de valeur des instruments dérivés couvrant un risque de valeur de marché sont comptabilisées dans le compte de résultat. Elles sont compensées par la réévaluation symétrique de l'actif, de la dette ou de l'engagement ferme couvert, également comptabilisée dans le compte de résultat.

- Les variations de la valeur des instruments dérivés couvrant des flux de trésorerie futurs sont comptabilisées en capitaux propres. Elles sont rapportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation des flux de trésorerie. La part de la variation de juste valeur des instruments dérivés jugée comme non efficace est enregistrée en résultat.
- Les variations de juste valeur des instruments dérivés couvrant un risque de change sur un investissement net en devises sont comptabilisées en capitaux propres. La variation de juste valeur correspondant à la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

La qualification de couverture résulte de l'intention initiale d'affecter l'instrument dérivé à la couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme ou d'un flux de trésorerie futur, définie et documentée dès l'origine. L'efficacité de cette couverture doit être démontrée par la vérification régulière de la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction non efficace de la couverture est systématiquement enregistrée au résultat financier.

- Les instruments dérivés contractés dans le cadre de la politique de gestion des risques mise en œuvre par Evolis, mais ne constituant pas des instruments de couverture au sens des normes IAS 32 et 39, sont comptabilisés à leur valeur de marché. Les variations de valeur sont appréhendées dans les résultats de la période.

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat qui répond à la définition d'un produit dérivé et dont les caractéristiques économiques ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte. Un dérivé incorporé doit être séparé de son contrat hôte et comptabilisé selon les règles applicables aux dérivés (juste valeur par résultat) si, et seulement si, les trois conditions suivantes sont remplies :

- Les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte
- Le dérivé incorporé respecte la définition d'un dérivé selon la norme IAS 39
- Le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur par le biais du compte de résultat.

Le groupe n'a pas actuellement d'instruments financiers dérivés incorporés.

3.16 CAPITAL ET RÉSERVES

Le résultat par action est calculé sur le résultat net – part du groupe. Le nombre d'actions retenu est le nombre moyen de titres en circulation de la SA Evolis au cours de l'exercice.

Conformément à IAS 33 révisé, il a été tenu compte de l'impact des éventuelles actions à émettre. Ce retraitement n'a pas d'effet significatif sur le résultat par action.

3.17 AVANTAGES AU PERSONNEL

- Engagements de retraite

Les indemnités de départ à la retraite, correspondant à un engagement à prestation définie, sont liées aux conventions collectives s'appliquant aux sociétés du groupe. Elles concernent les indemnités à verser lors du départ en retraite des salariés.

Le groupe verse, à un organisme financier agréé, une grande partie de ce passif social et provisionne le complément de ces engagements en fonction de l'estimation du montant versé à chaque salarié à son départ, actualisé et affecté d'une probabilité de réalisation de l'événement.

Le groupe n'est pas concerné par les autres avantages à l'exception des médailles du travail dont les montants ont été considérés comme non significatifs.

3.18 PROVISIONS

Les provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation résultant d'un événement passé, qu'une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

3.19 ÉVALUATION ET COMPTABILISATION DES PASSIFS FINANCIERS

À l'exception des passifs de transaction et des instruments dérivés constituant des passifs qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts sont évalués initialement à la juste valeur minorée des frais de transaction puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). Lorsque l'emprunt est conclu au taux du marché, et en l'absence de frais accessoires, le TIE est égal au taux facial de l'emprunt.

3.20 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, et que le montant peut être évalué de manière fiable.

3.21 INFORMATIONS SECTORIELLES

Les deux niveaux d'information retenus sont : le secteur géographique et l'activité. Les principaux indicateurs suivis sont le revenu et le résultat opérationnel courant.

Le premier niveau d'information sectorielle est organisé par secteur géographique sur la base de la localisation de ses clients.

Le second niveau d'information sectorielle est organisé par secteur d'activité : Imprimantes, consommables et divers.

Les données sectorielles n'intègrent que les données directement attribuables ou qui peuvent être raisonnablement affectées.

3.22 CONTRATS DE LOCATION

Les biens financés par crédit-bail font l'objet d'un retraitement pour tous les contrats relatifs aux biens dont la valeur d'origine est supérieure à 100 K€. Le retraitement des autres contrats inférieurs ne serait pas significatif

Les autres contrats sont des locations simples. Les loyers sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

3.23 IMPÔTS

Les impôts différés sont comptabilisés suivant la méthode du report variable sur les décalages temporaires existant à la clôture entre la base fiscale des actifs et leur valeur comptable au bilan.

Des impôts différés actifs sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible.

Note 4 - Périmètre de consolidation

Sociétés	Date de clôture	Date d'entrée	Siège social	% d'intérêt
Société Mère				
Evolis	31/12/2015	-	Beaucouzé (49)	-
Filiales				
Evolis Inc	31/12/2015	04/10/2004	Fort Lauderdale (Floride USA)	100%
Evolis Asia	31/12/2015	20/09/2006	Singapour	100%
Sogedex Accessories	31/12/2015	02/01/2012	Trappes (78)	100%
Evolis India	31/03/2016	01/07/2013	Mumbai (Inde)	70%
cardPresso	31/12/2015	01/04/2014	Madère	70%
Evolis China	31/12/2015	01/11/2014	Shanghai	100%
cardPresso Inc	31/12/2015	01/07/2015	Fort Lauderdale (Floride USA)	70%

Toutes les sociétés sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Evolis India et cardPresso : participation à 70% dans le capital de ces sociétés. En complément de ces prises de participation, le groupe a un engagement d'achat du solde des titres avec les actionnaires minoritaires.

Note 5 - Écart d'acquisition

	31/12/2014	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions de fonds de commerce	Autres variations	31/12/2015
Valeur brute	8 424		697			9 121
Perte de valeur						
Valeur nette	8 424	0	697	0	0	9 121
	31/12/2013	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions de fonds de commerce	Autres variations	31/12/2014
Valeur brute	7 170	1 016	238			8 424
Perte de valeur						
Valeur nette	7 170	1 016	238	0	0	8 424

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation annuellement. Pour la réalisation de ces tests, les actifs sont regroupés par UGT. La détermination de la valeur actuelle est réalisée selon la méthode des Discounted Cash Flows avec valeur terminale (méthode des flux de trésorerie actualisés), à partir des plans prévisionnels validés par la Direction du groupe. Le calcul se base sur un taux d'actualisation et des hypothèses de croissance à l'infini adaptés aux zones géographiques concernées.

Le taux retenu pour l'actualisation des flux futurs est le WACC (Weighted Average Cost of Capital) de clôture.

Ce taux a été déterminé pour chaque filiale en tenant compte :

- De la structure d'endettement de la filiale. Il a été notamment pris en compte un taux d'intérêt long terme de 0,995% correspondant au taux OAT échéance 10 ans au 31 décembre 2015.
- D'une prime de risque notamment risque pays compte tenu des zones géographiques concernées,
- D'un bêta qui tient compte pour chacune des filiales de sa liquidité sur son marché, de sa taille, de son activité.

Les données relatives à la prime de risque et au bêta ont été établies à partir des tables Damodaran.

Au 31 décembre 2015, les taux WACC retenus pour chacune des filiales étaient les suivantes :

Filiale	Pays	Taux
WACC Sogedex	France	9,0%
WACC Evolis India	Inde	12,0%
WACC cardPresso	Portugal	12,0%

Les tests de dépréciation réalisés n'ont pas fait apparaître de pertes de valeur au 31 décembre 2015.

Le test de sensibilité ne fait pas apparaître d'écarts significatifs lorsque l'on fait varier le taux d'actualisation de 0.5 point.

Note 6 - Immobilisations incorporelles

En K€	31/12/14	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions (dotations)	Diminutions et reclasst.	31/12/2015
Écarts d'acquisition	8 424		697			9 121
Autres immob. incorporelles	276			10	243	43
Frais de R&D	6 023			1 199		7 222
Logiciels, brevets	2 710			248		2 958
Total valeurs brutes	17 433		697	1 457	243	19 344
Écarts d'acquisition						
Autres immob. incorporelles	243			30	-243	30
Frais de R&D	3 686			1 170		4 856
Logiciels, brevets	1 119			540		1 659
Total amortissements et provisions	5 048			1 740	-243	6 545

En K€	31/12/13	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions (dotations)	Diminutions	31/12/2014
Écarts d'acquisition	7 170	1 016	238			8 424
Autres immob. incorporelles	374	22		11	131	276
Frais de R&D	4 946			1 298	221	6 023
Logiciels, brevets	1 196	875		508	-131	2 710
Total valeurs brutes	13 686	1 913	238	1 817	90	17 433
Écarts d'acquisition						
Autres immob. incorporelles	216			27		243
Frais de R&D	2 662			1 246	222	3 686
Logiciels, brevets	702			417		1 119
Total amortissements et provisions	3 580			1 690	222	5 048

L'activation des frais de Recherche et Développement de l'exercice 2015 se décompose en 959 milliers d'euros d'immobilisations produites et 239 milliers d'euros d'immobilisations achetées (1298 milliers d'euros d'immobilisations produites en 2014).

Note 7 - Immobilisations corporelles

En K€	31/12/2014	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions (dotations)	Diminutions et reclasst.	31/12/2015
Terrain	684					684
Constructions	7 764			103		7 867
Installations, matériel et outillage	5 993			819	15	6 797
Autres immobilisations corporelles	3 579		85	634	225	4 073
Avances et acomptes	14		1			15
Total valeurs brutes	18 034		86	1 556	240	19 436
Terrain						
Constructions	2 060			323		2 383
Installations, matériel et outillage	5 497			393	5	5 885
Autres immobilisations corporelles	2 159		50	771	225	2 755
Total amortissements et provisions	9 716		50	1 487	230	11 023

En K€	31/12/2013	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions (dotations)	Diminutions et reclasst.	31/12/2014
Terrain	533			151		684
Constructions	5 296			1 430	-1 038	7 764
Installations, matériel et outillage	5 719			168	-106	5 993
Autres immobilisations corporelles	3 815	11		984	1 231	3 579
Avances et acomptes	243			3	232	14
Total valeurs brutes	15 606	11		2 736	319	18 034
Terrain						
Constructions	1 788			291	19	2 060
Installations, matériel et outillage	5 040			438	-19	5 497
Autres immobilisations corporelles	1 764	20		468	93	2 159
Total amortissements et provisions	8 592	20		1 197	93	9 716

Note 8 - Immobilisations financières

En K€	31/12/2014	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions (dotations)	Diminutions	31/12/2015
Valeurs mobilières	14					14
Créances	153			16		169
Dépôts de garantie	86		6	5	8	89
Total valeurs brutes	253		6	21	8	272
Valeurs mobilières	14					14
Créances						
Dépôts de garantie						
Total dépréciations	14					14

En K€	31/12/2013	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions (dotations)	Diminutions	31/12/2014
Valeurs mobilières	14					14
Créances	166				13	153
Dépôts de garantie	68		7	53	42	86
Total valeurs brutes	248		7	53	55	253
Valeurs mobilières	14					14
Créances						
Dépôts de garantie						
Total dépréciations	14					14

Note 9 - Actifs financiers courants et non courants

En K€	Catégories d'actifs financiers à la juste valeur			Juste valeur	Mode de détermination de la juste valeur		
	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs à la juste valeur par le compte de résultat consolidé		Total valeur au bilan	Niveau 1 : cours coté	Niveau 2 : modèle avec paramètres observables
	Notes						
Immobilisations financières	8	258		258	x	x	
Clients		13 291		13 291			x
Actifs disponibles à la vente				0			
Autres actifs courants		2 105		2 105			x
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	25 032		25 032	x	x	
Autres actifs financiers				0			
TOTAL		0	40 686	0	40 686		

Note 10 - Actifs destinés à être vendus

Le groupe ne possède aucun actif non courant destiné à être cédé et ne projette aucun abandon d'activité.

Note 11 - Autres actifs financiers

Néant

Note 12 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont présentés à l'actif à leur juste valeur et concernent les valeurs mobilières de placement, les titres de créances, la trésorerie en banque et la caisse.

En K€	31/12/15	31/12/14
Valeur mobilières	0	0
Total actif financier à la juste valeur par résultat	0	0
Titres de créances	17 602	10 211
Disponibilités à l'actif	7 430	7 405
Total prêts et créances	25 032	17 616
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 032	17 616

Note 13 - Capitaux propres

Le capital social, entièrement libéré, se décompose au 31 décembre 2015 de 5.164.120 actions de 0.08 euro de nominal chacune.

La société Evolis a conclu un contrat de liquidité ayant pour objectif d'animer les actions du groupe.

Au 31 décembre 2015 :

- Le volume des titres compris dans le contrat est de : 606 titres pour une valeur de 24 k€
- Le montant de trésorerie engagée dans le contrat s'élève à : 164 k€.

Note 14 - Gestion des risques financiers

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

14.1 RISQUE DE CHANGE

Evolis est confronté à différents types de risques :

- le premier résulte de la conversion dans ses états financiers des comptes de ses filiales étrangères tenus en dollar ;
- le second est relatif à l'activité opérationnelle de la société. Des ventes, notamment celles effectuées par la filiale américaine, sont facturées en dollar américain.

Au titre de la période, les ventes facturées en US\$ représentent 45.7 M\$ soit 54% du chiffre d'affaires consolidé.

Les approvisionnements en Grande-Bretagne ont été négociés en dollars. Ces achats couvrent partiellement les ventes effectuées en dollars.

Le groupe a des comptes bancaires en USD, JPY, SGD et INR. Le solde de ces comptes bancaires n'est pas systématiquement couvert. En fonction de l'évolution des cours de ces devises, la société a parfois recours à des opérations de couverture.

L'ensemble de ce dispositif permet de réagir au mieux face aux fluctuations des devises mais n'exclut pas totalement un risque de change résiduel.

- Achats et ventes à terme de devises

En K€	31/12/15		31/12/14	
	actif	passif	actif	passif
Achat à terme de JPY (valorisation K€)		0		30
Valeur nominale (K JPY)		50 000		120 000
Vente à terme en USD (valorisation K€)		0		760
Valeur nominale (K USD)		4 100		14 000
Instruments dérivés de change	0	0		790

14.2 RISQUE DE TAUX

Le niveau d'endettement étant très faible (taux d'endettement par rapport aux fonds propres : N/S en 2014 et en 2015). La société n'est pas exposée significativement au risque des taux d'intérêt.

Le groupe estime ne pas être confronté de manière significative au risque de taux d'intérêts sur ses placements classés en équivalents de trésorerie.

14.3 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le groupe estime ne pas être exposé à un risque de liquidité du fait notamment d'un endettement limité et de la trésorerie disponible au 31 décembre 2015 (25.032 K€).

Le groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Les passifs financiers ne sont assortis d'aucune clause particulière susceptible d'en modifier significativement les termes.

Les financements sont réalisés auprès des banques partenaires d'Evolis.

Cf note 16 pour la ventilation des passifs financiers par échéances.

14.4 RISQUE DE CRÉDIT

Depuis le début d'activité des sociétés du groupe, les défaillances de paiement des clients ont été très réduites.

Evolis réalise la quasi intégralité de son chiffre d'affaires avec des grossistes importateurs (vente indirecte). De ce fait, le groupe Evolis est peu exposé aux risques d'impayés des clients finaux des différents pays.

À l'export, lors de l'ouverture d'un nouveau compte client, les paiements se font généralement avant la livraison ; à partir d'un certain temps de partenariat, un délai de paiement total ou partiel peut être accordé aux clients après étude de solvabilité effectuée par le service « credit control » d'Evolis. Dans ce cas, un montant d'encours maximum est défini par Evolis.

- Situation des retards de paiement

En K€	30/12/15	31/12/14
Créances non échues et non dépréciées	10 144	10 891
Créances échues depuis moins de 60 jours et non dépréciées	2 548	2 363
Créances échues depuis plus de 60 jours et non dépréciées	593	255
Créances échues et non dépréciées	3 141	2 618
Montants brut des créances dépréciées	171	136
Pertes de valeur comptabilisées	-168	-101
Créances clients nettes des pertes de valeur	13 288	13 544

Note 15 - Provisions

• Tableau des mouvements

En K€	31/12/14	Reclassement	Écart conversion	Dotations	Reprises			31/12/15
					utilisées	non util.	total	
Avantages au personnel	211		3	49		64	64	199
Risque divers	36					36	36	0
Garantie à plus d'un an	93			101		93	93	101
Sous total non courants	340		3	150		193	193	300
Risque divers	0			206				206
Garantie à moins d'un an	133			154		133	133	154
Sous total courant	133			360	0	133	133	360
Total	473	0	3	510	0	326	326	660

En K€	31/12/13	Reclassement	Écart conversion	Dotations	Reprises			31/12/14
					utilisées	non util.	total	
Avantages au personnel	72		5	141		7	7	211
Risque divers				36				36
Garantie à plus d'un an	101			93		101	101	93
Sous total non courants	173	0	5	270		108	108	340
Litige client	0							0
Garantie à moins d'un an	116			133		116	116	133
Sous total courant	116			133		116	116	133
Total	289	0	5	403	0	224	224	473

• Tableau des mouvements des dépréciations

En K€	31/12/14	Écart conversion	Dotations	Reprises	31/12/15
Dépréciation des créances	101	12	55		168
Total	673	28	289	1	989

En K€	31/12/13	Écart conversion	Dotations	Reprises	31/12/14
Dépréciation des créances	1	9	92	1	101
Total	450	23	579	379	673

15.1 AVANTAGES AU PERSONNEL

Les provisions pour avantages au personnel concernent les engagements d'indemnités de départs en retraite du personnel de :

- la société mère (solde selon versement à un organisme financier)
- la société Sogedex Accessories
- la société Evolis India

Evolis SA a souscrit un contrat d'indemnités de fin de carrière en 2012.

Les obligations des sociétés Evolis Inc et Evolis Asia, Evolis China et cardPresso dans ce domaine sont considérées comme non significatives et ne font pas l'objet de retraitement en consolidation.

Le montant de la provision a été évalué en appliquant la méthode préférentielle (norme IAS 19 révisée). L'impact de la norme révisée est peu significatif.

La méthode de calcul utilisée est la méthode rétrospective des unités de crédits projetés avec droits accumulés.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- salariés concernés : personnel, en contrat à durée indéterminée, lié à la société par un contrat de travail
- départ à l'initiative du salarié à 62 ans
- taux de charges sociales : 47,25%

- taux d'actualisation retenu : 2,08%
- taux de progression des salaires retenu : 2,03%
- taux de rotation du personnel : 5%.

Au 31/12/2015, l'engagement d'indemnités de départ représente un total de 716 k€ dont 526 k€ couverts par le contrat d'indemnités de fin de carrière.

En K€	31/12/15	31/12/14
Solde à l'ouverture	170	72
Variation de périmètre		
Coût des services rendus au cours de la période	76	84
Coût financier	8	11
Cotisations		-100
Écarts actuariels	-71	144
Prestations services		
Coûts des services passés		
Augmentations - Réductions	7	-41
Règlements		
Soldes à la clôture	190	170

15.2 PROVISIONS POUR GARANTIE

Les garanties en cours à la fin de la période sont provisionnées à partir d'estimations statistiques du taux de retour des imprimantes vendues. Ces statistiques sont propres à l'entreprise et sont déterminées à partir des retours observés depuis les trois dernières années.

Note 16 - Échéancier de la dette financière

31/12/2015 En K€	Taux	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts à court terme	1%	56			56
Emprunts à long terme	1,98%	15	28		43
Emprunts à long terme	11,50%	26	83		109
Total		97	111		208

31/12/2014 En K€	Taux	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts à court terme	1%	134	56		190
Emprunts à long terme	0,87%	1 700			1 700
Emprunts à long terme	11,50%	22	104		126
Total		1 856	160		2 016

Note 17 - Autres passifs

En K€	Catégories de passifs financiers à la juste valeur		Juste valeur	Mode de détermination de la juste valeur		
	Passifs au coût amorti	Actifs à la juste valeur par le compte de résultat consolidé		Total valeur au bilan	Niveau 1 : cours coté	Niveau 2 : modèle avec paramètres observables
Fournisseurs	4 242		4 242		x	
Dettes financières courantes	97		97		x	
Autres passifs financiers	6		6	x	x	
Dettes fiscales et sociales	4 140		4 140		x	
Autres dettes	249		249		x	
TOTAL	8 734	0	8 734			

• Autres passifs non courants

En K€	31/12/15	31/12/14
Dettes sur immobilisations ⁽¹⁾	3 081	4 184
Dettes fiscales et sociales	250	250
Total	3 331	4 434

(1) Les dettes sur immobilisations concernent les dettes sur acquisition de titres

• Autres passifs courants

En K€	31/12/15	31/12/14
Fournisseurs	4 242	5 645
Dettes fiscales et sociales	4 140	3 691
Autres passifs financiers	6	801
Dettes sur immobilisations	134	76
Autres dettes	115	760
Total	8 637	10 973

Note 18 - Dividendes distribués

En K€	31/12/15	31/12/14
Dividendes nets mis en paiement au cours de la période	3 667	1 446
Total	3 667	1 446

Montant par action

	31/12/15	31/12/14
Nombre d'actions au cours de la période	5 164 120	5 164 120
Montant par action (en €)	0,71	0,28

Montant par action

	31/12/15	31/12/14
Nombre d'actions (autocontrôle déduit)	5 163 514	5 163 377
Montant par action (en €)	0,71	0,28

Note 19 - Informations sectorielles

- Premier niveau d'information sectorielle (secteurs géographiques) :

31/12/15 En K€	EMEA ⁽¹⁾	Asie - Océanie	Amériques	Total sectoriel	non affecté	Total
Revenus provenant des ventes externes	45 440	11 433	19 800	76 673	0	76 673
Revenus générés par les autres secteurs	0	0	0	0	0	0
Résultat opérationnel sectoriel	8 066	2 592	7 172	17 830	-3 042	14 788
Valeur comptable totale des actifs	59 930	5 795	6 794	72 519	630	73 149
Passifs sectoriels	8 095	377	159	8 631	0	8 631
Acquisitions d'actifs non courants	2 829	175	30	3 034	0	3 034
Charge d'amortissement incluse dans le résultat sectoriel	2 484	292	422	3 198	0	3 198
Autres charges sans contrepartie en trésorerie	466	9	8	483	0	483

(1) dont CA France : 7.291 k€. EMEA inclus l'activité en Inde

31/12/2014 En K€	EMEA ⁽²⁾	Asie - Océanie	Amériques	Total sectoriel	non affecté	Total
Revenus provenant des ventes externes	34 594	9 365	16 327	60 286	0	60 286
Revenus générés par les autres secteurs	0	0	0	0	0	0
Résultat opérationnel sectoriel	5 981	1 495	4 361	11 837	-2 153	9 684
Valeur comptable totale des actifs	55 781	5 624	6 190	67 595	1 171	68 766
Passifs sectoriels	11 736	551	433	12 720	269	12 989
Acquisitions d'actifs non courants	4 435	120	51	4 606	0	4 606
Charge d'amortissement incluse dans le résultat sectoriel	2 295	208	357	2 860	0	2 860
Autres charges sans contrepartie en trésorerie	286		92	378	0	378

(2) dont CA France : 4 749 k€. EMEA inclus l'activité Inde

- Second niveau d'information sectorielle (gammes produits) :

31/12/15 En K€	Imprimantes	Consom- mables	Divers	Total	non affecté	Total
Revenus provenant des ventes externes	33 783	38 674	4 216	76 673	0	76 673
Valeur comptable totale des actifs	5 410	2 480	6 678	14 568	58 581	73 149
Acquisitions d'actifs non courants	1 084			1 084	1 950	3 034

31/12/14 En K€	Imprimantes	Consom- mables	Divers	Total	non affecté	Total
Revenus provenant des ventes externes	26 995	24 500	8 791	60 286	0	60 286
Valeur comptable totale des actifs	6 916	2 966		9 882	58 884	68 766
Acquisitions d'actifs non courants	1 298			1 298	3 308	4 606

- Données sectorielles par implantation géographique des actifs

31/12/15 En K€	EMEA	Asie - Océanie	Amériques	Total sectoriel	non affecté	Total
Valeur comptable totale des actifs	59 930	5 795	6 794	72 519	630	73 149
Acquisitions d'actifs non courants	2 829	175	30	3 034		3 034

31/12/14 En K€	EMEA	Asie - Océanie	Amériques	Total sectoriel	non affecté	Total
Valeur comptable totale des actifs	55 781	5 624	6 190	67 595	1 171	68 766
Acquisitions d'actifs non courants	4 478	77	51	4 606	0	4 606

Note 20 - Charges de personnel

20.1 DÉTAIL DES FRAIS DE PERSONNEL

En K€	31/12/15	31/12/14
Salaires et traitements	11 133	9 615
Charges sociales	4 113	3 534
Salaires et charges sociales activés au titre des frais de R&D	-960	-947
Avantages en nature	85	85
Remboursement frais de personnel	-99	-117
Paiements en actions et assimilés	0	0
Intéressement	533	0
Participation légale	673	677
Indemnité retraite	7	0
<i>Sous total</i>	<i>15 485</i>	<i>12 847</i>
Impôts et taxes sur rémunérations	207	200
Personnel extérieur	857	868
Avantage au personnel		0
Total	16 549	13 915

20.2 RÉPARTITION DE L'EFFECTIF MOYEN

	31/12/15	31/12/14
Cadres et agents de maîtrise	101	93
Employés	207	192
Total	308	285

20.3 RÉMUNÉRATION ALLOUÉE AUX MANDATAIRES

En K€	31/12/15	31/12/14
Avantages à court terme	1 000	847
Avantages postérieurs à l'emploi		
Autres avantages à long terme	892	888
Indemnités de fin de contrat de travail		
Paiement fondé sur les actions		
Total	1 892	1 735

Note 21 - Frais de recherche et développement activés

En K€	31/12/15	31/12/14
Marchandises et matières consommées		
Frais de personnel	959	947
Autres achats et charges externes	239	351
Dotations aux amortissements		
Total	1 198	1 298

Note 22 - Autres produits et charges financiers

En K€	31/12/15	31/12/14
Résultat de change	268	581
Autres charges et produits financiers		
Total	268	581

Note 23 - Impôt

23.1 VENTILATION DE L'IMPÔT COMPTABILISÉ

En K€	31/12/15	31/12/14
Impôt exigible	4 703	3 751
Impôt différé actif non courant		594
Impôt différé actif courant		
Impôt différé passif non courant	262	
Impôt différé passif courant		
Total	4 965	3 157

23.2 PREUVE D'IMPÔT

En K€	31/12/15	31/12/14
Résultat net avant impôt	15 303	10 556
Taux d'impôt en vigueur	34,22%	34,43%
Charges d'impôt théorique	5 237	3 634
Charges non déductibles	155	104
Déficits reportables pour lesquels aucun impôt différé actif n'a été comptabilisé	1	-34
Taxe sur les dividendes	110	
Crédit impôt	-471	-456
Modification des taux d'impôts différés	10	-16
Activation des déficits		
Écart taux impôt différés sur filiales.	-44	-76
Produits non imposables	-61	
Autres minorations	-28	
Autres majorations	56	
Total Charges d'impôt	4 965	3 156
Dont :		
Impôts courants	4 703	3 751
Impôts différés	262	-594

Note 24 - Regroupements d'entreprises

En 2015, le groupe n'a pas acquis de participation.

En 2014, le groupe avait acquis la participation suivante :

Société	cardPresso
Filiale de	Evolis SA
Date d'entrée	01/04/2014
Siège social	Madère (Portugal)
% de contrôle	70%
% d'intérêt	70% *
Méthode de consolidation	IG

IG = Intégration Globale

* Le groupe a opté pour une évaluation de la participation selon la méthode du goodwill complet.

• Écart d'acquisition et actifs nets liés aux acquisitions

Au 31 décembre 2015, les actifs nets et l'écart d'acquisition résultant de ces opérations se détaillent comme suit :

En K€	cardPresso	Evolis India	Sogedex	Cumul
Année d'acquisition	2014	2013	2012	31/12/15
Coûts des acquisitions (en numéraire)	1 365	3 927	1 900	7 192
Réévaluation des participations (écart acquisition complet)	585	2 177		2 762
Juste valeur des actifs nets des participations acquises	-934	-962		-1 896
Écart de conversion	0	966		966
Divers			97	97
Écart d'acquisition	1 016	6 108	1 997	9 121

• Incidence des acquisitions sur le compte de résultat

Néant

Note 25 - Engagements

25.1 ENGAGEMENTS DONNÉS

Néant

25.2 ENGAGEMENTS REÇUS

Néant

25.3 ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES

Néant

25.4 AUTRES ENGAGEMENTS

Montant total des paiements minimaux futurs à effectuer au titre des principaux contrats de location simple :

En K€	31/12/15	31/12/14
Location des locaux à Fort Lauderdale	438	166
dont à moins d'un an	324	99
dont à plus d'un an et moins de 5 ans	114	67
Location des locaux à Singapour	98	157
dont à moins d'un an	98	59
dont à plus d'un an et moins de 5 ans	0	98
Total	536	323

Note 26 - Événements post clôture

Le Conseil d'Administration du 04 mars 2016 a autorisé l'acquisition d'un fonds de commerce de commercialisation d'imprimantes à cartes. Une entité juridique nouvelle détenue à 100% par Evolis SA est en cours de création pour accueillir cette activité.

Note 27 - Parties liées

Rémunérations versées aux dirigeants : Cf note 20.3.

BILAN ACTIF

RUBRIQUES	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	Net 31/12/15	Net 31/12/14
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Concession, brevets et droits similaires	2 044 671	1 329 647	715 024	846 681
Autres immobilisation incorporelles				
TOTAL immobilisation incorporelles	2 044 671	1 329 647	715 024	846 681
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	684 372		684 372	684 372
Constructions	7 937 362	2 412 453	5 524 909	5 748 118
Intallation techniques, matériel outillage	6 428 893	5 524 916	903 977	494 873
Autres immobilisation corporelles	2 679 132	1 905 623	773 509	1 006 127
Immobilisation en cours	1 575		1 575	1 520
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisation corporelles	17 731 334	9 842 992	7 888 342	7 935 009
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Autres participations	5 095 385		5 095 385	5 095 385
Autres titres immobilisés	8 541		8 541	8 541
Autres immobilisations financières	212 955		212 955	192 325
TOTAL immobilisation financières	5 316 881	0	5 316 881	5 296 251
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	25 092 886	11 172 639	13 920 247	14 077 941
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnements	4 127 171	423 813	3 703 358	4 379 463
Stock produits intermédiaires et finis	2 303 614	122 587	2 181 027	3 804 147
Stock de marchandises	1 730 526	47 560	1 682 966	1 594 675
TOTAL stocks et en-cours	8 161 311	593 961	7 567 350	9 778 285
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	514 568		514 568	362 442
Créances clients et comptes rattachés	8 257 141	36 616	8 220 525	8 683 868
Autres créances	7 454 152		7 454 152	8 436 848
TOTAL créances	16 225 861	36 616	16 189 245	17 483 158
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	17 600 818		17 600 818	10 211 045
Disponibilités	4 718 303		4 718 303	5 334 490
Charges constatées d'avance	333 620		333 620	302 445
TOTAL disponibilités et divers	22 652 742	0	22 652 742	15 847 981
TOTAL ACTIF CIRCULANT	47 039 914	630 577	46 409 337	43 109 424
Écarts de conversion actif	43 281	0	43 281	22 029
TOTAL GÉNÉRAL	72 176 081	11 803 216	60 372 865	57 209 394

BILAN PASSIF

RUBRIQUES	Net 31/12/15	Net 31/12/14
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	413 130	413 130
Primes d'émission	6 733 509	6 733 509
Réserve légale	41 313	41 313
Réserves réglementées	273 640	273 640
Autres réserves	34 673 349	31 871 611
Résultat de l'exercice	9 074 475	6 468 263
TOTAL de la situation nette	51 209 416	45 801 466
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	40 763	44 263
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	354 250	255 731
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	51 604 429	46 101 460
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	504 281	284 106
Provision pour charges	79 431	112 704
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	583 712	396 810
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts auprès des établissements de crédit	56 269	1 890 405
Emprunts et dettes financières diverses	3 506	
TOTAL dettes financières	59 775	1 890 405
AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES EN COURS	40 465	397 105
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs	4 024 281	4 361 601
Dettes fiscales et sociales	3 716 724	3 134 148
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	134 222	76 171
Autres dettes		108 000
TOTAL dettes diverses	7 875 227	7 679 921
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		
TOTAL DETTES	7 975 468	9 967 431
Écarts de conversion passif	209 256	743 693
TOTAL GÉNÉRAL	60 372 865	57 209 394

COMPTE DE RÉSULTAT

RUBRIQUES	France	Export	Net 31/12/15	Net 31/12/14
Ventes de marchandises	1 887 012	25 686 911	27 573 923	21 039 431
Production vendue de biens	2 598 334	32 079 891	34 678 225	27 301 220
Production vendue de services	46 377	411 230	457 607	2 002 542
Chiffres d'affaires nets	4 531 723	58 178 031	62 709 755	50 343 193
Production stockée			-1 572 420	3 085 900
Subventions d'exploitation			4 000	11 630
Reprises sur amortissements, provisions, transferts de charges			748 220	992 349
Autres produits			9 317	3 877
PRODUITS D'EXPLOITATION			61 898 872	54 436 948
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises			7 247 032	6 423 210
Variation de stock de marchandises			-104 739	-608 656
Achats de matières premières et autres approvisionnement			19 063 972	22 039 450
Variation de stock de matières premières et autres approvisionnement			584 902	-1 286 127
Autres achats et charges externes			7 118 289	5 934 370
TOTAL des autres charges externes			33 909 456	32 502 247
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			1 119 240	969 787
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			8 238 432	6 735 719
Charges sociales			3 544 390	3 067 203
TOTAL des charges de personnel			11 782 822	9 802 921
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			1 561 678	1 373 455
Dotations aux provisions sur actif circulant			194 967	435 609
Dotations aux provisions pour risques et charges			461 000	374 781
TOTAL dotations d'exploitation			2 217 645	2 183 845
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			8 660	1 350
CHARGES D'EXPLOITATION			49 037 823	45 460 149
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			12 861 049	8 976 799

RUBRIQUES	Net 31/12/15	Net 31/12/14
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	12 861 049	8 976 799
PRODUITS FINANCIERS		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	322 195	167
Autres intérêts et produits assimilés	282 193	426 090
Reprises sur provisions et transferts de charges	22 029	245 659
Différences positives de change	2 983 020	1 291 798
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières		326
TOTAL des produits financiers	3 609 437	1 964 039
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	43 280	22 029
Intérêts et charges assimilées	4 308	20 994
Différence négatives de change	2 737 518	541 422
TOTAL des charges financières	2 785 107	584 446
RÉSULTAT FINANCIER	824 330	1 379 594
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	13 685 379	10 356 393
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 980	37 327
Produits exceptionnels sur opérations en capital	87 641	20 778
Reprises sur provisions et transferts de charges	166 460	143 782
TOTAL des produits exceptionnels	256 081	201 886
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	7 897	59 214
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	39 772	62 091
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	350 920	136 845
TOTAL des charges exceptionnelles	398 589	258 150
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-142 508	-56 264
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	672 601	676 700
Impôts sur les bénéfices	3 795 795	3 155 166
BÉNÉFICE	9 074 475	6 468 263

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2015, d'une durée de 12 mois, couvrant la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015.

Les comptes annuels sont exprimés en Euros.

FAITS CARACTÉRISTIQUES INTERVENUS DURANT L'ANNÉE

Néant

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le Conseil d'Administration du 04 mars 2016 a autorisé l'acquisition d'un fonds de commerce de commercialisation d'imprimantes à cartes. Une entité juridique nouvelle détenue à 100% par Evolis SA est spécifiquement créée pour accueillir cette activité

PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément au règlement ANC N°2014-03, dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices, et en présumant la continuité de l'exploitation.

L'évaluation des éléments inscrits est pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Le CICE a été comptabilisé en diminution des charges de personnel. Le montant du CICE au titre de 2015 est de 224 003 EUR. Le CICE a permis à la société de financer l'amélioration de sa compétitivité, à travers notamment des efforts en matière d'investissement et de formation.

MÉTHODES D'ÉVALUATION

Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont amortis sur une durée de 3 ans, à l'exception du système d'information M3 amorti sur une durée de 5 ans,

Les dépôts de marque ne font pas l'objet d'amortissement.

Au titre de l'exercice 2015, les frais de recherche et développement ont été comptabilisés en charges.

Immobilisations corporelles

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements de dépréciation économiquement justifiés sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon le mode linéaire ou dégressif lorsque la législation le permet.

Le nouvel immeuble a fait l'objet de la décomposition suivante :

- | | |
|--------------------------------------|---------------------|
| • Gros œuvre et structure | Linéaire sur 40 ans |
| • Menuiseries extérieures | Linéaire sur 25 ans |
| • Plomberie – chauffage – étanchéité | Linéaire sur 20 ans |
| • Aménagements intérieurs | Linéaire sur 15 ans |
| • Aménagements extérieurs – abord | Linéaire sur 10 ans |
| • Revêtements de sols | Linéaire sur 7 ans |

Le mode et la durée d'amortissement des autres immobilisations corporelles sont les suivantes :

- | | |
|--|---|
| • Matériel industriel | Linéaire de 3 à 5 ans |
| • Outillage | Linéaire sur 3 ans |
| • Agencements et aménagements | Linéaire sur 5 ans |
| • Installations générales et agencements | Linéaire de 5 à 10 ans |
| • Matériel de transport | Linéaire sur 4 ans |
| • Matériel de bureau et informatique | Linéaire de 3 à 5 ans dégressif sur 3 ans |
| • Mobilier | Linéaire sur 5 ans |

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle à la clôture de l'exercice est inférieure à la valeur d'acquisition. La valeur actuelle à la clôture est déterminée pour les valeurs cotées en bourse par la moyenne du cours de bourse de décembre. Pour les autres valeurs, celles-ci sont évaluées à leur valeur d'utilité.

Stocks

Les stocks de marchandises et de matières sont évalués au prix de revient d'achat

(selon la méthode du coût moyen pondéré).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks de produits finis sont valorisés au coût de production, excluant les frais généraux non imputables à la production, les frais financiers et les frais liés à la commercialisation.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient.

Créances

Les créances ont été inscrites pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée pour les créances douteuses afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle à la clôture de l'exercice est inférieure à la valeur d'acquisition.

Méthode de conversion

Les opérations d'achats et de ventes réalisées avec l'étranger sont converties en euros selon le cours moyen du mois.

Les créances et dettes sont exprimées selon le cours de clôture au 31 décembre 2015.

Provisions pour risques et charges

Les provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation résultant d'un événement passé, qu'une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Participation

La société a inscrit en charges à payer à la clôture de l'exercice 2015, la participation des salariés aux résultats de l'entreprise pour un montant de 672 601 €.

Engagements en matière de retraite

La société a effectué une reprise de provision d'un montant de 33 273 € au titre des indemnités de départ en retraite à verser aux salariés en fin de carrière.

L'engagement total de la société en matière de retraite est d'un montant de 605 862 EUR

Conformément à la recommandation 2003 – R. 01 du CNC, le montant de la provision a été évalué en appliquant la méthode préférentielle (norme IAS 19 révisée). La méthode de calcul utilisée est la méthode rétrospective des unités de crédits projetés avec droits accumulés.

La formule de calcul est la suivante :

$$S \times (1+t)^n \times P \times T_v \times T_r \times (1+i)^n$$

S = salaire de référence du personnel en contrat à durée indéterminée

t = taux de revalorisation des salaires : 2%

P = coefficient des droits acquis à la clôture de l'exercice

T_v = taux d'espérance de vie

T_r = taux de rotation : 5%

i = taux d'actualisation IFC : taux IBoxx 2.08%

Départ à l'initiative du salarié à 62 ans.

Le montant de la provision s'explique par l'effectif, 174 personnes, l'âge moyen et l'ancienneté peu élevée (7.8 ans) des salariés de la société.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

IMMOBILISATIONS					
VALEUR BRUTE	31/12/14	ACQUISITIONS	Virement de poste à poste	CESSIONS	31/12/15
Frais d'établissement					
Frais recherche et développement					
Autres immobilisations incorporelles	1 811 797	232 874			2 044 671
Immobilisations en cours					
INCORPORELLES	1 811 797	232 874			2 044 671
Terrains	684 372				684 372
Constructions	7 742 607				7 742 607
Constructions sur sol d'autrui					
Agencements des constructions	90 995	103 761			194 755
Install. techn., matériel et outillage	5 655 042	788 837		14 986	6 428 893
Agencements divers	177 417	41 396			218 813
Matériels de transport	413 842				413 842
Matériel de bureau et informatique	1 926 072	331 830		216 738	2 041 164
Autres	5 314				5 314
Immobilisations en cours	1 520	1 575	-1 520		1 575
Avances et acomptes					
CORPORELLES	16 697 179	1 267 399	-1 520	231 724	17 731 334
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations	5 095 385				5 095 385
Autres titres immobilisés	8 541				8 541
Prêts & Autres immob. financières	192 325	3 323 644		3 303 014	212 955
FINANCIÈRES	5 296 250	3 323 644		3 303 014	5 316 881
TOTAL GÉNÉRAL	23 805 227	4 823 917	-1 520	3 534 737	25 092 886

AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS					
	31/12/14	Dotations	Virement de poste à poste	Reprise	31/12/15
Frais d'établissement					
Frais recherche et développ.					
Autres immob. incorporelles	965 116	364 531			1 329 647
INCORPORELS	965 116	364 531			1 329 647
Constructions	2 001 370	319 261			2 320 630
Constructions sur sol d'autrui					
Agencements des constructions	84 114	7 709			91 823
Install. techn., matériel et out.	5 160 169	370 180		5 433	5 524 916
Agencements divers	39 232	18 910			58 142
Matériels de transport	130 670	151 592			282 262
Matériel de bureau et informat.	1 346 615	415 437		196 833	1 565 219
Autres					
Immobilisations en cours					
CORPORELS	8 762 170	1 283 089		202 266	9 842 992
TOTAL GÉNÉRAL	9 727 286	1 647 620		202 266	11 172 639

	LINEAIRE	DEGRESSIF	EXCEPTIONNEL	TOTAL
DOTATIONS	1 242 720	318 958	85 942	1 647 620

Actions propres

Dans le cadre d'un contrat de liquidité mis en place en Juillet 2009, la société Evolis détenait, au 31/12/2015, 606 actions Evolis ayant pour valeur d'acquisition 22 990,87 €.

État des créances à la clôture de l'exercice

Les échéances des créances à la clôture de l'exercice se répartissent comme suit :

	Montant Brut	Montant à un an au plus	Montant à plus d'un an
Autres Immobilisations financières	189 964		189 964
Créances Clients et comptes rattachés	8 257 141	8 220 525	36 616
Autres créances	7 454 152	7 454 152	
Charges constatées d'avance	333 620	333 620	
TOTAL	16 234 878	16 008 297	226 581

Valeurs mobilières de placement

- Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition : 17 600 818
- Les plus-values latentes non comptabilisées sont de : 0

Valeur liquidative à la clôture 17 600 818

Capital social

Le capital social se décompose de la façon suivante :

- Nombre de titres à l'ouverture de l'exercice 5 164 120
- Nombre de titres à la clôture de l'exercice 5 164 120

Valeur nominale 0,08

Charges constatées d'avance

Le poste «Charges constatées d'avance» correspond à des charges d'exploitation enregistrées au cours de l'exercice, mais qui courent pour partie sur l'exercice suivant. 333 620

Éléments d'actif concernant les entreprises

- Titres de participations 5 095 385
- Clients et comptes rattachés 2 761 613
- Autres créances 6 648 710
- Écarts de conversion

TOTAL 14 505 708

Variation des capitaux propres

Montant avant résultat à l'ouverture de l'exercice 39 633 197

Affectation des résultats de l'exercice précédent suivant décision de l'assemblée générale ordinaire :

- réserve légale
- autres réserves 2 801 738
- dividendes 3 666 525

Amortissement des subventions d'investissement -3 500

Variations nettes de l'exercice des provisions réglementées 98 519

Montant à la clôture avant résultat 42 529 954

Résultat de l'exercice 9 074 475

Montant à la clôture de l'exercice 51 604 429

État des échéances des dettes

Les échéances des dettes à la clôture de l'exercice se répartissent comme suit :

	moins 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	TOTAL
Emprunts et dettes financières	56 269			56 269
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 024 281			4 024 281
Dettes fiscales et sociales	3 716 724			3 716 724
Dettes sur immobilisations et cptes rattachés	134 222			134 222
Autres dettes				
TOTAL GÉNÉRAL	7 931 496			7 931 496

État des provisions

Les mouvements concernant l'exercice sont détaillés ci-après :

	31/12/14	DOTATIONS	REPRISES	31/12/15
Provisions réglementées				
• amortissements dérogatoires	255 731	264 979	166 460	354 250
• hausse des prix				
• provisions investissement				
• autres provisions réglementées				
TOTAL	255 731	264 979	166 460	354 250

	31/12/2014	DOTATIONS	REPRISES		31/12/15
			montants utilisés	montants non utilisés	
Provision p/risques & charges					
• litiges					
• garanties	226 000	255 000	226 000		255 000
• pertes de change	22 029	43 281	22 029		43 281
• impôts					
• provision indemnités départ à la retraite	112 704		6 849	26 424	79 431
• autres provisions pour risques et charges	36 077	206 000	36 077		206 000
TOTAL	396 810	504 281	290 955	26 424	583 712

	31/12/14	DOTATIONS	REPRISES	31/12/15
Provisions pour dépréciation :				
• sur immob. en cours				
• sur immob. financières				
• sur stocks	435 609	158 351		593 960
• sur créances clients		36 616		36 616
• autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	435 609	194 967		630 576

Charges à payer

• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	23
• Fournisseurs et comptes rattachés	417 339
• Dettes fiscales et sociales	3 043 795
• Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
• Autres dettes	
• Disponibilités, charges à payer	
TOTAL	3 461 157

Éléments de passif concernant les entreprises liées

• Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés (groupe)	352 679
• Autres dettes	3 506
TOTAL	356 185

Écarts de conversion

Ils résultent des valorisations des dettes et créances en monnaies étrangères au cours de la date de clôture des comptes, Ils s'analysent comme suit :

	ACTIF	PROVISION	PASSIF
	Perte latente	Perte de change	Gain latent
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 997	8 997	23 765
Créances clients et comptes rattachés	34 284	34 284	185 492
TOTAL	43 281	43 281	209 256

INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

Chiffres d'affaires hors taxes par nature

2015

Zones	Imprimantes	Consommables	Divers	TOTAL
Amérique	8 336 720	5 397 039	1 194 200	14 927 959
Asie	3 986 380	3 601 170	1 168 450	8 756 000
EMEA ⁽¹⁾	19 563 936	16 350 169	3 111 691	39 025 796
TOTAL	31 887 036	25 348 378	5 474 341	62 709 755

2014

Zones	Imprimantes	Consommables	Divers	TOTAL
Amérique	7 108 374	4 414 332	908 704	12 431 410
Asie	4 354 842	2 724 914	829 371	7 909 127
EMEA ⁽¹⁾	13 319 407	12 342 099	4 341 150	30 002 656
TOTAL	24 782 623	19 481 345	6 079 225	50 343 193

(1) EMEA = Europe Middle East Africa (Europe Moyen Orient Afrique)

Frais de recherches et développement

	31/12/15	31/12/14
Montant global des dépenses de recherches et développement comptabilisées en charge	1 084 K€	1 211 K€

Crédit impôt recherche

Les dépenses de recherche engagées au cours de l'exercice ont permis de bénéficier d'un crédit d'impôt recherche de
Ce crédit d'impôt représente une créance sur l'Etat (Impôt négatif) qui majore le résultat de l'entreprise)

370 243

Transfert de charges

	31/12/15	31/12/14
Assurances - Remboursement	59 139	36 556
Avantages en Nature	85 197	85 320
Formation	17 757	79 325
Refacturation loyers et charges	290 777	196 755
	452 870	397 955

Ventilation de l'effectif moyen

	31/12/15	31/12/14
Cadres	63	54
Employés - Techniciens	111	107
Ouvriers		
TOTAL GÉNÉRAL	174	161

Éléments financiers concernant les entreprises liées

Charges financières : Pertes de change		324 224
Produits financiers :		
• Produits d'intérêts sur compte courant		69 706
• Gains de change		1 881 124
Total		1 950 830
Chiffre d'affaires 2015 réalisé		26 644 704

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	RÉSULTAT AVANT IS	IMPÔT	RÉSULTAT NET
Résultat courant	13 685 379	4 074 725	9 610 654
Résultat exceptionnel	-142 508	-48 766	-93 742
Participation des salariés	-672 601	-230 164	-442 437
TOTAL GÉNÉRAL	12 870 270	3 795 795	9 074 475

Situation fiscale latente

Elle s'analyse comme suit :

	31/12/15	31/12/14
Provisions réglementées	354 250	255 731
Subvention d'investissement	40 763	44 263
Charges à répartir		
Écart de conversion - actif	43 281	22 029
Autres		
Accroissement de la dette future d'impôt	438 294	322 023
Provisions et charges non déductibles	822 594	865 386
Plus-values latentes sur OPCVM		
Autres		
Allègement de la dette future d'impôt	822 594	865 386
ASSIETTE DE L'IMPÔT	-384 300	-543 363
Impôt correspondant	-131 507	-186 096
Amortissements réputés différés		
Déficits reportables		
Moins-values à long terme		

Résultat hors évaluation fiscale dérogatoire

	31/12/15	31/12/14
Résultat de l'exercice	9 074 475	6 468 263
+ Dotation de l'exercice aux provisions réglementées déductibles	264 979	136 845
- Reprise de l'exercice sur provisions réglementées imposables	166 460	143 782
- Charge d'impôt du fait de ces provisions	33 713	-2 367
Résultat net hors évaluations fiscales dérogatoires	9 139 281	6 463 692

Résultat financier

Il s'analyse comme suit :

	31/12/15	31/12/14
Résultat de change	224 250	974 006
Coût de l'endettement	-4 308	-20 979
Produits financiers sur placements et trésorerie	533 881	229 504
Produits financiers sur comptes courants	69 706	56 303
Résultat d'escompte	800	140 760
Résultat dot. prov. et reprise immo. financières		
TOTAL	824 331	1 379 594

Résultat exceptionnel

Il s'analyse comme suit :

	31/12/15	31/12/14
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
OPÉRATION DE GESTION		
Produits exceptionnels divers	1 980	38 185
OPÉRATION EN CAPITAL		
Produits cession Immo	53 422	9 038
Quote subventions virée en résultat	3 500	3 500
Bonis - Rachats Actions	30 720	7 382
REPRISE SUR PROV ET TRANSFERT CHARGE		
Reprise Amortissements dérogatoires	166 460	143 782
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
OPÉRATION DE GESTION		
Pénalités Amendes fiscales et sociales	324	2 755
Autres charges exceptionnelles	7 573	56 459
OPÉRATION EN CAPITAL		
Valeurs nettes comptables Immo cédées	29 458	20 459
Malis Rachats Actions	10 315	35 934
Charges exceptionnelles diverses		5 698
DOTATIONS EXCEPTIONNELLES AMORTISSEMENTS & PROVISIONS		
Dotations amortissements dérogatoires	264 979	136 845
Dotations amortissements exceptionnels	85 942	
TOTAL	-142 508	-56 264

AUTRES INFORMATIONS

Rémunérations allouées aux mandataires

	31/12/15	31/12/14
Rémunérations	1 000 129	856 809
TOTAL	1 000 129	856 809

Dettes garanties par des sûretés réelles et engagements financiers

• Contrat de change à terme

Des achats réalisés en USD ont conduit la société Evolis à mettre en place un contrat d'achat à terme de devise USD avec des échéances mensuelles jusqu'au 28 OCTOBRE 2016.

Au 31/12/2015, le solde du contrat s'élevait à 4 100 000 USD.

Des achats réalisés en JPY ont conduit la société Evolis à mettre en place un contrat d'achat à terme de devise JPY avec des échéances au 28 Octobre 2016.

Au 31/12/2015, le solde du contrat s'élève à 50 000 000 JPY.

Les contrats de change à terme font ressortir au 31-12-2015 une plus value de 1610,27 EUR.

Engagement de caution solidaire

Néant

Engagement de poursuite de loyers

En K€	31/12/15	31/12/14
Location des locaux à Fort Lauderdale	438	166
dont à moins d'un an	324	99
dont à plus d'un an et moins de 5 ans	114	67
Location des locaux à Singapour	98	157
dont à moins d'un an	98	59
dont à plus d'un an et moins de 5 ans	0	98
Total	536	323

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

		Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote part du capital détenu (en%)	Chiffre d'affaires HT du dernier écoulé	Resultat du dernier exercice clos
Filiales (détenues à + 50%)						
Evolis Inc. (Miami, États - Unis)	EUR	8 130	5 031 466	100%	19 799 950	1 114 126
	Taux de conversion		1,0887		1,1095	1,1095
	USD	10 000	5 477 757		21 968 045	1 236 123
Evolis Asia (Singapour)	EUR	75 000	277 791	100%	11 432 785	34 032
	Taux de conversion		1,0887		1,1095	1,1095
	USD	98 457	302 431		12 684 675	37 759
cardPresso (Agua de Pena)	EUR	5 000	296 384	70%	1 060 415	94 560
Sarl Sogedex (538 297 938)	EUR	50 000	502 066	100%	3 586 048	367 426
Evolis India	EUR	111 171	2 067 937	70%	5 157 172	203 750
	Taux de conversion		72,0215		71,1956	71,1956
	INR	9 512 220	148 935 911		367 167 975	14 506 072
Evolis China	EUR	80 950	-9 257	100%	479 259	-8 301
	Taux de conversion		7,0668		6,5552	6,5552
	RMB	610 040	-65 415		3 141 637	-54 416
TOTAL EUR		330 251	8 166 387		41 515 629	1 805 593

La société Evolis n'a pas conclu, avec les parties liées, de transaction présentant une importance significative et à des conditions qui ne sont pas celles du marché.

	FILIALES		PARTICIPATION	
	Françaises (€)	Étrangères (€)	Françaises (€)	Étrangères (€)
Valeur comptable des titres détenus				
• valeur brute :	50 000	5 045 385	néant	néant
• valeur nette :	50 000	5 045 385	néant	néant
Montant des prêts et avances accordés	1 970 000	4 678 710	néant	néant
Montant des cautions et avals donnés	néant	néant	néant	néant
Montant des dividendes encaissés	néant	322 195	néant	néant

TABLEAU RELATIF À LA PUBLICITÉ DES HONORAIRES DES CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES ET DES MEMBRES DE LEURS RÉSEAUX

Exercice 2015

	Commissaire RSM OUEST				Commissaire GROUPE Y-BOISSEAU			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés (a)	39 094	38 247	52%	48%	36 461	42 215	48%	52%
• Émetteur 1								
• Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes (b)								
• Émetteur								
• Filiales intégrées globalement								
Sous-total	39 094	38 247	52%	48%	36 461	42 215	48%	52%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement (c)								
• Juridique, fiscal, social								
• Autres (à préciser si > 10% des honoraires d'audit)								
Sous-total	0	0	0%	0%	0	0	0%	0%
TOTAL	39 094	38 247	52%	48%	36 461	42 215	48%	52%

(a) Y compris les prestations des experts indépendants ou membres du réseau du commissaire aux comptes, auxquels celui-ci a recours dans le cadre de la certification des comptes.

(b) Cette rubrique reprend les diligences et prestations directement liées rendues à l'émetteur ou à ses filiales :
- par le commissaire aux comptes dans le respect des dispositions de l'article 10 du code de déontologie,
- par un membre du réseau dans le respect des dispositions des articles 23 et 24 du code de déontologie.

(c) Il s'agit des prestations hors Audit rendues, dans le respect des dispositions de l'article 24 du code de déontologie, par un membre du réseau aux filiales de l'émetteur dont les comptes sont certifiés.

RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)	31/12/15 12	31/12/14 12	31/12/13 12	31/12/12 12	31/12/11 12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	413 130	413 130	413 130	412 370	412 250
Nombre d'actions					
• ordinaires	5 164 120	5 164 120	5 164 120	5 154 620	5 153 120
• à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
• par conversion d'obligations					
• par droit de souscription					
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	62 709 755	50 343 193	48 258 023	45 752 328	41 598 842
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	15 670 879	11 659 014	9 677 985	10 670 946	8 130 571
Impôts sur les bénéficiaires	3 795 795	3 155 166	2 359 772	2 364 399	1 859 585
Participation des salariés	672 601	676 700	479 405	524 097	475 802
Dot. Amortissements et provisions	2 128 008	1 358 885	1 115 797	1 617 836	1 640 390
Résultat net	9 074 475	6 468 263	5 723 011	6 164 614	4 154 794
Résultat distribué	6 713 356	3 614 884	1 445 954	1 546 386	1 391 342
RÉSULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	2,17	1,52	1,32	1,51	1,12
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	1,76	1,25	1,11	1,20	0,81
Dividende attribué	1,30	0,70	0,28	0,30	0,27
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	174	161	150	142	138
Masse salariale	8 238 432	6 735 719	5 916 289	5 557 537	5 173 077
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	3 544 390	3 067 203	2 699 367	2 653 950	2 451 050

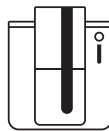
BIEN PLUS QUE DES IMPRIMANTES À CARTES



Tablettes de signature



Logiciels



Imprimantes



Accessoires



Services

EUROPE - MIDDLE-EAST - AFRICA

Evolis - 14 avenue de la Fontaine - ZI Angers-Beaucouzé
49070 Beaucouzé - France
T +33 (0) 241 367 606 - F +33 (0) 241 367 612 - info@evolis.com

AMERICAS - Evolis Inc. - Fort Lauderdale - evolisinca@evolis.com

ASIA-PACIFIC - Evolis Asia Pte Ltd - Singapore - evoliasia@evolis.com

CHINA - Evolis China - Shanghai - evolischina@evolis.com

INDIA - Evolis India - Mumbai - evolisindia@evolis.com

Contact Informations financières : relationsinvestisseurs@evolis.com